

PCF, LCR etc. magouillent pour un nouveau « front populaire »

**A bas les rafles
et les expulsions !**

A bas Vigipirate !

**Pour des mobilisations
ouvrières contre
la terreur raciste !**

En réponse à la claque qu' il a subie lors du référendum sur la « Constitution européenne » (voir notre dernier numéro), Chirac a nommé un nouveau gouvernement qui en 100 jours devait « rétablir la confiance », c' est-à-dire déjouer la crise sociale et la colère des travailleurs, et « lutter contre le chômage ». Au bout de 100 jours une attaque majeure a été menée pour précariser encore plus l' emploi

avec le « contrat nouvelle embauche », et le pouvoir d' achat continue de se dégrader avec l' augmentation débridée des prix des produits pétroliers. Les privatisations des autoroutes et des monopoles gazier et électrique sont mises en œuvre, avec augmentation des tarifs et baisse de la qualité de service pour les usagers, et attaques contre les droits des travailleurs de ces entreprises. Entre suppressions de lignes ferroviaires et privatisations du fret ou d' activités dans les gares, les cheminots sont aussi en ligne de mire.

Pour faire passer ces attaques les capitalistes et leur gouvernement ont augmenté la répression contre la classe ouvrière. A

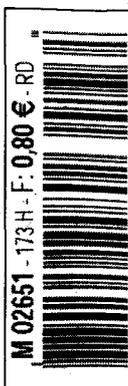


Patrice Leclerc

Manifestation du 5 février à Paris. Les bureaucrates syndicaux et les réformistes cherchent à canaliser la colère ouvrière contre les attaques du gouvernement vers une nouvelle coalition de collaboration de classes pour gérer l'Etat capitaliste – et qui encore une fois attaquera les travailleurs et les minorités.

Bègles, près de Bordeaux, en mai dernier c' est les troupes d' élite de la gendarmerie qui ont sauvagement attaqué des postiers grévistes qui, depuis, luttent contre les sanctions. Les licenciements et les procès se multiplient contre les travailleurs qui osent se battre avec détermination pour leurs droits et leurs acquis.

Le gouvernement s' est employé tout l' été à dresser les travailleurs les uns contre les autres suivant des lignes de division raciste en redoublant d' acharnement contre les travailleurs d' origine immigrée et leurs enfants. Il a profité des attentats criminels de Londres début juillet (voir l' article de nos camarades britanniques en page 5) pour décréter Vigipirate rouge. La campagne « antiterroriste » est un prétexte cynique pour un terrorisme systématique de l' Etat bourgeois contre les minorités opprimées qui vivent dans ce pays. Il



s'agit d'étendre à l'infini les pouvoirs de répression de l'Etat contre toute la population. Ils veulent faire accepter comme « normal » ce qui encore récemment aurait été considéré comme une grossière violation des droits démocratiques. Les rues de Paris sont maintenant le théâtre de rafles racistes comme on n'en avait plus vues depuis la guerre d'Algérie : des centaines de flics débarquent à Ménilmontant, Château d'eau ou Barbès, bouclent hermétiquement le quartier et ratissent les rues et les cafés, embarquant à chaque fois des dizaines de sans-papiers et multipliant les charters d'expulsions.

L'offensive actuelle contre la classe ouvrière n'est pas due simplement au fait que les patrons et leur gouvernement sont particulièrement vicieux et racistes (ce qu'ils sont), mais au fait que le mode de production capitaliste lui-même force les capitalistes à mener ce genre d'attaques pour survivre face à la concurrence acharnée. En Allemagne c'est le gouvernement social-démocrate et Vert de Schröder qui a ces dernières années réduit les salaires, augmenté les horaires de travail, entamé la liquidation du droit à la retraite, et fait passer le chômage officiel à cinq millions de personnes. Les capitalistes allemands sont par conséquent maintenant plus agressifs que jamais sur les marchés extérieurs, et leurs rivaux en France perdent du terrain et n'ont d'autre manière de s'en sortir que d'aggraver leurs propres attaques contre leurs propres ouvriers.

Le projet de « Constitution européenne » n'était rien d'autre qu'une codification des attaques anti-ouvrières dans l'objectif de renforcer essentiellement les intérêts des capitalistes allemands et français contre leurs rivaux américains et japonais, et les gouvernements européens, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne vont pas le moins du monde changer de cours parce que la « Constitution » a été rejetée dans les urnes. Les urnes ne font que donner un vernis « démocratique » à la domination de classe du capital.

Depuis la restauration du capitalisme dans l'ex-Union soviétique dans la contre-révolution de 1991-1992, une défaite historique pour la classe ouvrière mondiale (voir notre article sur la Chine page 3), les capitalistes visent les acquis dans la santé, l'éducation, l'assurance-chômage, les retraites, qui avaient été introduits après la Deuxième Guerre mondiale par crainte d'une révolution ouvrière, l'Armée rouge ayant vaincu le régime nazi. Ces attaques contre l'« Etat-providence », ainsi que les privatisations et les actions pour augmenter la flexibilité du travail (travailler plus et plus longtemps pour une paie moindre) ont lieu dans toute l'Europe et au-delà, et on ne pourra les stopper que par une dure riposte de la classe ouvrière.

Sous le capitalisme tout acquis pour les ouvriers et les

opprimés est hautement réversible et dépend des rapports de force dans la lutte de classe. Le fait que les travailleurs ont perdu confiance dans une perspective révolutionnaire entrave cette lutte. Pourtant une telle perspective est indispensable pour vraiment stopper l'offensive des capitalistes et se battre pour la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par un Etat ouvrier. Seul un tel pouvoir ouvrier, la dictature du prolétariat, pourra liquider définitivement ce système d'exploitation, d'oppression, de misère et de guerres. Nous nous battons pour construire un parti ouvrier internationaliste pour mener une telle révolution à la victoire en prenant pour modèle la Révolution russe d'octobre 1917.

Une attaque contre un est une attaque contre tous. Le mouvement ouvrier tout entier doit se mobiliser en défense des lycéens poursuivis pour leur lutte contre la loi Fillon, en exigeant la levée de toutes les poursuites. Il doit se mobiliser en défense de ses frères de classe plus vulnérables, les travailleurs originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest notamment, qui forment une composante stratégique du prolétariat de ce pays, que ce soit dans le bâtiment, dans l'industrie automobile ou parmi les éboueurs de la ville de Paris. Il faudrait une campagne de syndicalisation des intérimaires, CDD et « contrat nouvelle embauche ». **A bas Vigipirate ! A bas les expulsions racistes et les charters ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! Troupes françaises, hors d'Afrique !**

A bas la collaboration de classes !

Beaucoup d'ouvriers voudraient en découdre avec le gouvernement. Mais les bureaucrates syndicaux se contentent de planifier une grande journée de grèves et manifestations le 4 octobre. En réalité ils sont tous pendus au prochain congrès du PS en novembre qui devrait préciser davantage les contours des prochaines alliances de collaboration de classes pour canaliser la colère ouvrière vers une nouvelle perspective parlementaire, les élections de 2007.

Il y a dans le PS toute une couche de sociaux-démocrates, dont les porte-parole les plus bruyants sont Kouchner et Rocard, qui veulent « dire la vérité » aux travailleurs, c'est-à-dire leur promettre seulement plus d'attaques, la directive Bolkestein, le démantèlement des services sociaux inscrit dans le projet de « Constitution européenne », etc. Ils comptent revenir au pouvoir non pas grâce au soutien du PCF, mais en faisant une coalition au centre avec les démocrates-chrétiens de l'UDF, voire avec certains gaullistes qui ne veulent pas de Sarkozy. De l'autre côté il y a ceux, emmenés par Fabius et Mélenchon, qui veulent reconstituer une alliance paraissant plus à gauche avec le PCF, voire avec la LCR : ils veulent faire quelques promesses mensongères aux

Suite page 14

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

MEETINGS PUBLICS DE LA LTF

Paris

le 3 novembre, 19h30
au CIGP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Rouen

le 9 novembre, 18h30
à la Halle aux Toiles

Pourquoi la Chine n'est pas capitaliste

Il faut défendre et étendre les acquis de la Révolution de 1949 !

Nous reproduisons ci-dessous la traduction, revue pour publication, d'un article publié d'abord dans le n° 30 (avril) de Spartacist Japon, journal du Groupe spartaciste du Japon, section de la LCI.

スパルタシスト

Depuis plusieurs années, tous les jours, au moins un quotidien, un magazine ou un journal télévisé bourgeois présente un sujet ou un article sur la Chine. On nous a dit que l'économie chinoise se développait à un rythme frénétique, sans qu'on puisse dire combien de temps cela va durer ; qu'elle a dépassé le Japon selon plusieurs indicateurs économiques importants, et qu'elle va bientôt devenir une « superpuissance » ; qu'elle est sur le point d'« accaparer » des ressources naturelles qui « appartiennent au peuple japonais » ; qu'alors même que l'économie japonaise a redémarré grâce au commerce avec la Chine, la cause du niveau élevé du chômage au Japon est que son industrie est « petit à petit » vidée de sa substance, la plus grande partie se réinstallant en Chine en quête de profits plus élevés ; que bientôt la Chine remplacera le Japon diplomatiquement, politiquement et militairement comme le « pays le plus important et le plus influent d'Asie ». Pour accompagner cette campagne de propagande bourgeoise, l'impérialisme japonais, qui a publié en décembre dernier un nouveau livre blanc sur la défense, est en train de redéployer son armée, et a aussi signé des accords de défense avec les impérialistes américains, dont l'un a pour but de défendre Taïwan pour « contrer la menace militaire chinoise » (voir la « Déclaration commune du Groupe spartaciste du Japon et de la Spartacist League/U.S. : A bas l'alliance contre-révolutionnaire USA/Japon ! Défense des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen ! », *Workers Vanguard* n° 844, 18 mars).

C'est dans ce contexte que le groupe prétendument trotskyste Kakehashi (les camarades japonais de la LCR en France) a publié une brochure qui affirme que le capitalisme a été restauré en Chine. Dans cette brochure, Kakehashi escamote le rôle des *zaibatsu* japonais et du capital financier international dans l'exploitation des ouvriers chinois et dans le travail de sape qui mine les acquis de la Révolution chinoise de 1949. Les investissements directs de l'impérialisme japonais s'élevaient en 2004 à plus de 5,45 milliards de dollars (*China Daily*, 25 mars). Ces investissements ne sont plus confinés aux régions autrefois colonisées par le Japon, comme la Mandchourie, mais se sont étendus à la pointe sud



Fred Scott

Le cœur de l'économie chinoise reste collectivisé. Des ouvriers dans un haut-fourneau d'Etat à Shenyang.

**Pour une révolution politique ouvrière
pour chasser la bureaucratie stalinienne !**

de la Chine. Kakehashi ne souffle mot des provocations militaires du Japon à l'encontre de la Chine, et tente de justifier sa trahison des intérêts de classe du prolétariat et sa réconciliation avec le capitalisme en niant la nature ouvrière de l'Etat ouvrier déformé chinois. En résumé, ce qui manque, c'est une perspective prolétarienne internationaliste et le rôle d'un parti d'avant-garde conscient, c'est-à-dire léniniste, pour diriger le prolétariat.

La Chine au bord du gouffre

La Révolution chinoise de 1949, malgré de profondes déformations bureaucratiques, était une révolution sociale de portée mondiale. Des centaines de millions de paysans se sont soulevés et ont pris possession de la terre sur laquelle leurs ancêtres avaient été cruellement exploités depuis la nuit des temps. Le pouvoir des seigneurs de guerre sanguinaires et des usuriers parasites, des propriétaires fonciers rapaces et de la lamentable bourgeoisie chinoise a été détruit. La révolution a fait faire aux femmes un bond gigantesque par rapport à leur ancien statut misérable, symbolisé historiquement par la pratique barbare du bandage des pieds. Une nation qui depuis un siècle avait été ravagée et divisée par les puissances étrangères était unifiée et libérée du joug impérialiste.

Contrairement à la Révolution d'octobre 1917 en Russie, qui avait été accomplie par un prolétariat doté d'une conscience de classe, guidé par l'internationalisme prolétarien des bolchéviks dirigés par Lénine et Trotsky, la Révolution chinoise fut le résultat d'une guerre de guérilla paysanne dirigée par les forces nationalistes stalinienne de Mao Zedong. Calqué sur la bureaucratie stalinienne de l'URSS, le régime de Mao prêchait la notion profondément antimarxiste que le socialisme – une société sans classes égalitaire basée sur l'abondance matérielle – pouvait être construit dans un seul pays. En pratique, le « socialisme dans un seul pays » signifiait l'opposition à la perspective de la révolution ouvrière au niveau international – par exemple au Japon voisin – et une politique de conciliation de l'impérialisme mondial.

Dans les années 1950, la République populaire de Chine (RPC) a instauré une économie planifiée et socialisée, et l'agriculture a été collectivisée. Un monopole d'Etat du commerce extérieur protégeait l'économie socialisée en l'empêchant d'être sapée par des importations bon marché en provenance de pays capitalistes-impérialistes de loin plus développés. Sous Deng Xiaoping [au début des années 1980], la bureaucratie chinoise s'est ralliée au « socialisme de marché », en suivant les exemples de la Yougoslavie et de la Hongrie. Les administrateurs et responsables économiques étaient récompensés ou pénalisés sur la base de la rentabilité évaluée par le marché. La menace de fermetures d'usines et de licenciements servait aussi de moyen pour faire respecter la discipline du travail par les ouvriers. En même temps, l'agriculture était décollectivisée et remplacée par le « système de responsabilité des ménages », c'est-à-dire la petite propriété paysanne.

Beaucoup d'acquis de la Révolution chinoise sont en train d'être oblitérés. Les pressions de la concurrence de marché ont comme résultat inéluctable l'émergence d'une petite classe de fermiers riches à côté de dizaines de millions de paysans pauvres. Pas moins de 130 millions de ruraux chinois ont émigré vers les régions côtières de l'est et du sud pour y chercher du travail. L'éducation et les soins médicaux ne sont plus gratuits. Les ouvriers n'ont plus le « bol de riz en fer » qui garantissait un emploi et des prestations sociales aux ouvriers des entreprises étatisées. Le chômage a atteint des proportions massives avec la fermeture ou la privatisation d'industries entières. Le nombre de femmes qui travaillent comme prostituées a grimpé en flèche, et l'infanticide féminin a fait sa réapparition dans les campagnes.

La bureaucratie de Pékin joue fondamentalement le rôle de courroie de transmission des pressions que le marché mondial dominé par les impérialistes exerce sur l'Etat ouvrier. Le caractère fragile et contradictoire de cette caste



Riboud/Magnum

Un propriétaire foncier dénoncé par un paysan devant un tribunal populaire après la Révolution chinoise de 1949

bureaucratique se manifeste dans le fait que face à l'agitation ouvrière, le régime actuel a souvent fait machine arrière sur certaines de ses « réformes » économiques, et qu'il a occasionnellement envoyé devant les tribunaux certains des siens pour corruption, avec parfois à la clé une exécution. Face aux protestations de masse et aux émeutes paysannes qui se sont multipliées l'année dernière, le récent Congrès national populaire a annoncé que d'ici deux ans, dans les zones rurales, tous les enfants de paysans bénéficieraient d'une éducation primaire gratuite. Un peu plus tôt en début d'année, les bureaucrates ont promis qu'avant la fin de l'année l'impôt agricole de base serait supprimé dans la plupart des provinces chinoises.

En affirmant que la Chine est toujours un Etat ouvrier déformé, nous ne cherchons pas à nier ou à minimiser le poids social croissant à la fois des nouveaux entrepreneurs capitalistes en Chine continentale et de la vieille bourgeoisie chinoise expatriée à Taïwan et à Hongkong. Les faveurs dont bénéficient les forces favorables à la restauration du capitalisme dans le cadre d'un Etat ouvrier déformé vont déjà beaucoup plus loin en Chine que dans la Yougoslavie de Tito ou l'Union soviétique de Gorbatchev. La bureaucratie chinoise elle-même est un acteur majeur dans les *joint-ventures* avec des capitalistes étrangers. Elle continue à inviter dans le pays les Chinois d'outre-mer et les capitalistes étrangers, en ouvrant des régions entières à l'exploitation capitaliste. La politique économique du régime stalinien de Pékin, qui encourage les entreprises capitalistes (et l'évolution droitrière concomitante de la posture idéologique officielle de la bureaucratie), affermissent de plus en plus les forces sociales qui donneront naissance à des factions et des partis soutenus par l'impérialisme et ouvertement contre-révolutionnaires quand le PCC (Parti communiste chinois) ne pourra plus maintenir son monopole actuel du pouvoir politique. On peut aujourd'hui le voir clairement dans l'enclave capitaliste de Hongkong, le seul endroit de la RPC où existent des partis d'opposition bourgeoise (voir « Hongkong : Expropriation la bourgeoisie ! », *Le Bolchévik* n° 166, décembre 2003).

Toutefois, le pouvoir politique des gros bataillons de la bureaucratie stalinienne de Pékin continue à être basé sur les éléments collectivisés qui constituent le cœur de l'économie chinoise. En outre, la politique économique du régime du PCC est encore contrainte par la peur d'une agitation sociale – particulièrement ouvrière – qui pourrait le renverser. C'est ce qui a failli se produire en 1989, quand des manifestations pour la libéralisation politique et contre la corruption centrées sur les étudiants ont été le détonateur d'une révolte

Suite page 17

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 - 10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

Déclaration de la Spartacist League/Britain après les attentats terroristes criminels de Londres

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du 21 juillet de la Spartacist League/Britain, section de la Ligue communiste internationale, suite aux attentats de Londres.

WORKERS HAMMER

A bas l'occupation américano-britannique de l'Irak !

Défense des musulmans contre la chasse aux sorcières raciste du Parti travailliste !

Quelques heures à peine après les effroyables attentats à la bombe de Londres, qui ont fait plus de 50 morts et des centaines de blessés, Tony Blair a utilisé cet acte odieux comme prétexte pour intensifier la « guerre contre le terrorisme ». Soyons clairs : ces attentats sont des actes criminels indéfendables. Comme pour les attentats contre le World Trade Center et les attentats à la bombe contre des trains de banlieue l'année dernière à Madrid, ceux qui les ont perpétrés ont ceci de commun avec les gouvernements impérialistes qu'ils tirent un trait d'égalité entre la classe ouvrière, la population tout entière et la politique des exploiters et des oppresseurs capitalistes. Ces bombes ne visaient pas Bush ou Blair, qui étaient en Ecosse pour le sommet du G8, mais la population laborieuse multiethnique de Londres : des quartiers comme Edgware Road, majoritairement arabe ; Aldgate, le cœur de la communauté bangladaise ; Kings Cross et Russell Square, par où transitent chaque jour des centaines de milliers de gens ordinaires, de toutes les races et ethnies.

Bush et Blair, dont on estime que l'occupation brutale de l'Irak a coûté la vie à 100 000 personnes, ont hypocritement condamné les terroristes pour avoir ôté des vies innocentes. Derrière leurs larmes de crocodile pour les morts et les blessés des attentats de Londres, ils cherchent à détourner la colère et la compassion parfaitement justifiées de la population pour les victimes et leurs familles afin de renforcer leur pouvoir, dans le pays et à l'étranger. Comme le faisait remarquer le journaliste du *Guardian* Seumas Milne, il suffit d'établir un lien, évident pour des millions de gens, entre les attentats et le rôle de la Grande-Bretagne en Irak ou en Afghanistan, pour se faire dénoncer comme un « traître » ; remettre en question l'affirmation de Blair comme quoi les attentats étaient une attaque « contre notre mode de vie », c'est se faire cataloguer comme « un apologiste du terrorisme ».

Pour des millions de gens, dans le monde entier, le « mode de vie » de l'impérialisme britannique signifie une terreur sans nom. En 1919-1920, les Kurdes vivant dans ce qui est aujourd'hui l'Irak, un pays fabriqué par l'impérialisme britannique, ont subi des bombardements aériens, tandis que les Arabes recevaient des obus

d'artillerie de leurs seigneurs et maîtres coloniaux britanniques. La « Déclaration Balfour » de 1917 a préparé le terrain pour la création de l'Etat d'Israël, découpé dans la chair de la patrie des Palestiniens. La partition sanglante de l'Inde, sous le gouvernement travailliste de Clement Attlee, a entraîné des massacres intercommunautaires à une échelle sans précédent. Ceci a jeté les bases des conflits religieux et ethniques meurtriers qui ont perduré jusqu'à aujourd'hui, ainsi que la misère et le désespoir de myriades de gens, du sous-continent indien à l'Afrique en passant par le Proche-Orient.

Dans ce pays, en 2003, des millions de personnes sont descendues dans la rue contre le massacre impérialiste imminent en Irak, et le rôle joué par la Grande-Bretagne dans son occupation brutale a coûté cher à Blair aux dernières élections. Dans ce contexte, le rôle de premier plan du maire de Londres, Ken Livingstone, dans les manifestations contre la guerre en Irak en a fait un candidat idéal pour prendre la tête d'une croisade d'« unité » patriotique contre le « terrorisme ». Le 14 juillet, s'adressant à la foule à l'occasion d'un rassemblement en hommage aux victimes, flanqué des dirigeants de toutes les principales religions, Livingstone s'est exclamé : « Vous voyez le monde rassemblé dans une ville, vivant en harmonie, comme un exemple pour tous. » Son discours aurait pu être écrit par le Socialist Workers Party (SWP), qui était à l'avant-garde de ce chœur de l'« unité ». Sa déclaration du 7 juillet sur les attentats proclamait : « Londres est un centre de paix, la ville la plus multiraciale d'Europe, et un centre mondial d'opposition à la guerre et à l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan. »

C'est un déni honteux et grotesque de la réalité de la vie pour les travailleurs et les pauvres de Londres, en particulier les immigrés et les minorités qui ont pour lot quotidien de longues heures de travail et un salaire de misère, tout en se faisant régulièrement humilier par la presse raciste, le gouvernement et la police. Depuis le 11-Septembre, plus de 600

Occupation meurtrière de l'Irak : en janvier 2005, des soldats US à Mossoul brutalisent un homme accusé de soutenir les rebelles.



Zakim/NEPA

étrangers ont été victimes de rafles policières conformément à la législation « antiterroriste », l'écrasante majorité ayant été relâchée ultérieurement. Une poignée d'entre eux sont détenus, sans avoir été inculpés de quoi que ce soit sinon d'être « suspects de terrorisme », enfermés dans le Guantanamo britannique – la prison de Belmarsh – ou surveillés électroniquement et « assignés à résidence ».

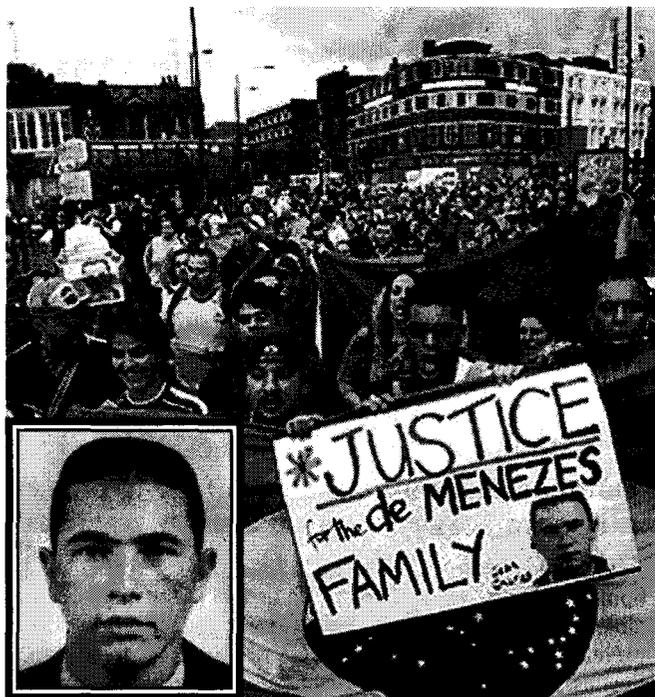
Etre musulman, c'est être suspect. Les bombes avaient à peine ravagé le métro qu'une nouvelle vague d'agressions racistes déferlait. Les organisations musulmanes ont reçu 30 000 courriers électroniques d'insultes et de menaces ; des vitres de mosquées ont été brisées, et une d'entre elles a été la cible d'une bombe incendiaire. A Nottingham, un musulman, Kamal Raza Butt, a été assassiné par une bande qui a crié « taliban » avant de le tabasser jusqu'à la mort. A Londres, la soi-disant « ville de paix », les fascistes du BNP ont diffusé un tract avec une photo du bus déchiqueté par une bombe et qui déclarait que les gens devraient maintenant « commencer à écouter le BNP ». Les musulmans redoutent un déferlement raciste encore plus grave maintenant que la police explique que les bombes auraient été transportées par des musulmans britanniques.

Le gouvernement prépare de nouveaux coups de filet, de nouvelles expulsions et des mesures policières encore plus draconiennes. Toute une gamme de nouveaux délits va être créée pour réprimer essentiellement des « crimes de pensée » comme les « actes préparatoires au terrorisme », ce qui peut signifier visiter des sites Internet « terroristes » ; l'« incitation indirecte », qui inclut « exalter les actes des auteurs d'attentats-suicide » ainsi qu'« attaquer les valeurs de l'Occident » ! Même si elle vise de façon plus immédiate les musulmans, la « guerre contre le terrorisme » est destinée à renforcer la machinerie de répression de l'Etat capitaliste, qui sera employée sans hésitation contre quiconque est considéré par le gouvernement comme un opposant, comme l'ont récemment démontré les arrestations de masse autour du sommet du G8. Mais la cible ultime, c'est la classe ouvrière multiethnique.

Aujourd'hui, Blair et Livingstone ont l'audace de saluer l'héroïsme des travailleurs du métro, des pompiers, des ambulanciers et de tous ceux qui ont risqué leur vie pour aider les victimes des attentats. Mais depuis des années, le gouvernement a multiplié les attaques contre les conditions de vie, de travail et de sécurité de ces travailleurs, parmi d'autres. Et quand les syndicats ont riposté, comme les pompiers l'ont fait à la veille de la guerre d'Irak, ils ont été traités d'« ennemis intérieurs » et menacés de toute la puissance de répression de l'Etat capitaliste. L'été dernier, Livingstone – le patron des travailleurs des transports dans la capitale – avait appelé les employés du métro londonien à briser leur propre grève. Et la soif de profits et la politique du gouvernement sont la plus grande menace qui pèse sur la vie des passagers. L'incendie de Kings Cross en 1987, la collision à la gare de Paddington en 1999 et d'autres catastrophes ferroviaires ont tué davantage de personnes que tous les terroristes. Le gouvernement essaie maintenant de supprimer la législation – introduite après que 31 personnes eurent perdu la vie dans l'enfer de Kings Cross – qui imposait une réglementation anti-incendies plus stricte !

Pour l'unité de classe de la classe ouvrière multiethnique !

C'est un signe des temps que nous soyons aujourd'hui obligés de faire remarquer que Londres est une ville divisée



Le 25 juillet à Londres : des centaines de personnes manifestent contre le meurtre du Brésilien immigré Jean Charles de Menezes par les flics britanniques.

en classes, sans rien dire du fait qu'elle est le siège d'une classe dirigeante britannique maculée de sang. Malgré le déclin industriel britannique, la City reste un centre névralgique du capital international. Le jour des attentats, la Bourse a baissé, ce qui, d'une certaine manière, montre que les employés du métro et des bus ont une énorme puissance sociale – les banques de la City et la Bourse dépendent du système des transports. C'est cette puissance qui doit être mobilisée dans un combat mené dans une perspective de lutte de classe en défense des immigrés, des minorités et des syndicats eux-mêmes contre la « guerre contre le terrorisme » raciste. En tant qu'internationalistes révolutionnaires, nous avons choisi un camp dans la guerre en appelant à la défense de l'Irak, sans donner aucun soutien politique au régime de Saddam Hussein. Le prolétariat doit aussi être mobilisé pour défendre les populations irakiennes contre les sauvages forces d'occupation britanniques et américaines, en menant une lutte de classe contre le gouvernement impérialiste britannique ici en Grande-Bretagne ! **Troupes américaines et britanniques hors d'Irak, maintenant ! A bas la « guerre contre le terrorisme » raciste ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Aucune expulsion ! Pour des mobilisations des syndicats et des minorités contre la terreur fasciste !**

Nous sommes farouchement opposés aux appels à l'« unité » de toutes les classes, qui ne font que renforcer la main du pouvoir impérialiste en enchaînant la classe ouvrière et les opprimés à ceux-là mêmes qui les exploitent et qui les oppriment. Ce n'est pas le cas du Socialist Party [les camarades de la GR française], qui appelle ouvertement à mobiliser le prolétariat derrière la soi-disant « guerre contre le terrorisme », en demandant que les syndicats et la Stop the War Coalition organisent une manifestation de masse sur le mot d'ordre « non au terrorisme, non à la guerre ». Ceci s'ac-

Suite page 12

Les dirigeants capitalistes abandonnent les Noirs et les pauvres à la mort

Nouvelle-Orléans : une atrocité raciste

Pour une économie planifiée sous le pouvoir ouvrier !



Photos AP

Une patrouille lourdement armée des unités spéciales SWAT passant près du Convention Center de La Nouvelle-Orléans, où les victimes de l'ouragan ont désespérément attendu une évacuation pendant des jours.

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'une déclaration de la Spartacist League/U.S., nos camarades aux États-Unis, datée du 4 septembre 2005.

WORKERS VANGUARD

« Nous sommes en train de mourir ! » C'était le cri de désespoir des nombreuses personnes, surtout noires, prises au piège par les inondations de l'ouragan Katrina, qui a submergé 80 % de La Nouvelle-Orléans et a dévasté de vastes superficies en Basse Louisiane et dans le Mississippi. Il y a bien des désastres naturels comme les ouragans, mais l'horreur qui se déroule sur la côte du golfe du Mexique est l'œuvre de l'homme. Le gouvernement, après n'avoir rien fait d'autre que de regarder des gens sans défense souffrir, avoir faim et mourir, dit que ce n'est pas le moment de montrer qui que ce soit du doigt. C'est précisément le moment de mettre en accusation les criminels capitalistes qui dirigent ce pays. Ce système anarchique et irrationnel poussé par la course au profit ne peut même pas assurer la sécurité et le bien-être de la population – ce système doit disparaître.

Ce désastre a mis à nu les divisions de classes et de races de l'Amérique. Suivant la logique du capitalisme US, les Blancs ont surtout perdu des biens, et les Noirs ont surtout perdu des vies. C'est en grande majorité des Noirs, considérés comme « jetables » par le pouvoir, qui ont souffert et qui sont morts par milliers dans cette ville dont la population est aux deux tiers noire. Parce qu'ils n'avaient pas de voiture pour quitter la ville ou de carte de crédit pour payer une chambre d'hôtel. Parce qu'en général ils ne peuvent pas se payer les logements situés en hauteur. Cette destruction catastrophique de vies humaines et de moyens d'existence

souligne le fait que l'oppression des Noirs est enracinée au cœur même du capitalisme américain, et qu'on n'en finira pas avec cette oppression sans une révolution socialiste qui arrachera le pouvoir et les moyens de production des mains des dirigeants cupides afin de les remettre aux mains des travailleurs.

C'est une situation où le crime s'ajoute au crime. L'ignoble George Bush, satisfait de lui, a écourté de quelques jours ses vacances longues d'un mois pour inspecter la zone du désastre depuis son avion présidentiel, et il a demandé bêtement : Qui savait que les digues allaient se rompre ? Réponse : tout le monde. Depuis des années les scientifiques et les agents du Corps du génie militaire mettaient en garde que les digues s'enfonçaient et qu'elles n'étaient pas en mesure de tenir face à un ouragan puissant. Mais même les dérisoires millions qui avaient été budgétisés pour réparer et renforcer ces digues ont été coupés et réaffectés pour aider à payer l'occupation de l'Irak et la soi-disant « guerre contre le terrorisme », pendant que les riches crapuleux obtenaient de nouvelles réductions fiscales. Alors qu'approchait l'ouragan Katrina, le maire Démocrate noir Ray Nagin a ordonné l'évacuation complète de La Nouvelle-Orléans. Mais aucun moyen de transport n'a été mis à la disposition des 35 % de ménages de Noirs sans voiture, ni non plus pour les dizaines de milliers de pauvres et de handicapés. **On les a tous abandonnés à la mort.**

Ensuite il a fallu cinq jours avant que le gouvernement ne commence même à fournir des secours – alors qu'il faisait dans les 35° C, que les personnes âgées mouraient dans leurs chaises roulantes et que des mères désespérées demandaient en suppliant de la nourriture et de l'eau. Bush a fait une session photo à La Nouvelle-Orléans pour qu'elle coïn-

cide avec les premiers convois apportant des secours. Pendant ce temps, son homme à la Federal Emergency Management Agency (FEMA - Agence fédérale de gestion des secours d'urgence) prétendait que le gouvernement ne savait pas qu'il y avait des milliers de personnes au Convention Center - alors que des centaines de millions de téléspectateurs dans le monde entier avaient vu des scènes qui évoquaient les camps de concentration ou le *Middle Passage* [la traversée de l'Atlantique par des bateaux remplis d'esclaves partis de l'Ouest de l'Afrique].

A peine un jour après l'inondation le gouvernement et les médias à sa botte ont transformé les victimes en « criminels », décrivant les Noirs comme des « pillards », et les Blancs comme des gens qui « trouvent » des articles dans les épiceries locales. Le maire Nagin a arrêté les opérations de secours et redéployé la police pour arrêter les pillards. Montrant une indifférence perverse vis-à-vis des masses désespérées, le gouverneur de Louisiane, Kathleen Blanco, a annoncé l'envoi à La Nouvelle-Orléans de 300 membres de la Garde nationale d'Arkansas, non pas pour aider les survivants mais pour les terroriser : « Ces troupes savent tirer et tuer, ... et j'attends d'elles qu'elles le fassent. »

Alors même qu'il prenait part à l'hystérie contre les pillards, le *New York Times* (3 septembre) était forcé d'admettre que ceux qui avaient été abandonnés à tous les niveaux par le gouvernement considéraient comme des « Robin des Bois » les jeunes Noirs qui « trouvaient du lait et de la nourriture », ou qui pénétraient dans les cuisines des hôtels de luxe afin de ramener des petits-déjeuners géants à ceux qui étaient coincés au Convention Center. Ce sont eux les héros de ce désastre. C'est la bourgeoisie américaine qui a pillé des pays et des continents entiers, qui à l'intérieur du pays a mis à sec les fonds de pension des travailleurs et qui s'est gavée de profits records, tout en dévoyant les fonds pour la santé, l'éducation et les mesures comme la prévention des inondations qui pourraient sauver des vies. Et maintenant les compagnies pétrolières profitent du désastre pour augmenter encore plus leurs prix.

Aujourd'hui ceux qui gèrent l'Etat capitaliste révèlent la profondeur incroyable de leur mépris de classe et de leur ignorance - ils croyaient qu'ils pouvaient simplement abandonner à leur sort les pauvres, les vieux et les malades de La Nouvelle-Orléans. Mais sur les plates-formes pétrolières dans le golfe du Mexique tout le monde avait été évacué avant la tempête. Les commentateurs parlent maintenant de « la tempête après la tempête », conseillant aux dirigeants capitalistes de se préparer à un retour de bâton social à la base de la société. Même du point de vue de la bourgeoisie, l'indifférence apparente des politiciens est irrationnelle face à la destruction d'une grande ville américaine et d'un port très important, avec une industrie pétrochimique produisant 20 % des produits pétroliers du pays. D'un bout à l'autre du pays les travailleurs, les minorités et une grande partie du reste de la population sont furieux vis-à-vis de ceux qui dirigent le pays.

Les Démocrates tombent aujourd'hui à bras raccourcis sur Bush. Cette administration est une expression particulièrement grossière de la cupidité et de l'arrogance des dirigeants capitalistes américains. Mais le déclin des salaires réels et la décimation du mouvement ouvrier ont pris de l'ampleur sous les Démocrates comme sous les Républicains, ainsi que le fossé entre les riches et les pauvres, l'appauvrissement de la population des ghettos et des barrios latinos, et l'incarcération massive de la jeunesse de ceux-ci.

En fait c'est le Démocrate Clinton qui s'était vanté d'avoir sabré « les services sociaux tels qu'on les connaissait ».

La dévastation de La Nouvelle-Orléans est le résultat de décennies de négligence, Démocrate et Républicaine, d'une bourgeoisie poussée par l'appétit du gain immédiat et qui ne veut pas payer pour l'entretien de son infrastructure qui se détériore. Il y a 4 ans la FEMA elle-même avait mis en garde qu'un ouragan de force majeure frappant La Nouvelle-Orléans était l'un des trois désastres les plus meurtriers qui pouvaient toucher les USA. Des scientifiques à l'Université d'Etat de Louisiane avaient fait des modèles de centaines de possibilités de tempêtes, et ils avaient prédit que plus de 100 000 personnes pouvaient mourir. Le gouvernement a réagi en réduisant de façon répétée le budget qui était nécessaire de façon urgente. En 2004 l'administration Bush avait déjà coupé plus de 80 % de la demande de budget du Corps du génie militaire pour renforcer les digues du lac Pontchartrain. En juin dernier le gouvernement avait fait encore de nouvelles coupes sombres.

Bush et les Démocrates ont utilisé cyniquement le corps des travailleurs tués dans l'attaque criminelle du World Trade Center le 11 septembre 2001. Ils l'ont agité comme un chiffon rouge pour lancer la « guerre contre le terrorisme » et envahir l'Afghanistan et l'Irak. Demandez à n'importe quel Noir sur la côte du golfe du Mexique : est-ce que le gouvernement les a protégés de la catastrophe ? Est-ce que les travailleurs sont davantage en sécurité ? La « Sécurité intérieure » est maintenant envoyée le pistolet dégainé *contre* les Noirs à La Nouvelle-Orléans. Pendant ce temps, les soldats noirs de Louisiane et du Mississippi qui ont été envoyés en Irak pour tuer et se faire tuer pour le compte de l'impérialisme américain attendent maintenant avec angoisse des nouvelles pour savoir si leurs proches à la maison sont restés vivants. Un joug sanglant est imposé aux peuples d'Irak par la même classe capitaliste qui a livré des milliers et des milliers de résidents de La Nouvelle-Orléans à la mort et à la dévastation. **USA hors d'Irak, immédiatement ! A bas l'occupation impérialiste !**

Les dirigeants capitalistes ont leurs priorités, parmi lesquelles ne figure pas de prendre soin des travailleurs. Quand l'ouragan Michelle, une tempête de catégorie 4, a frappé Cuba en 2001, 700 000 personnes ont été évacuées en quelques heures - malgré les routes défoncées et les pénuries de carburant. Quelque 25 000 volontaires avaient été mobilisés pour aller porte à porte préparer les gens à l'évacuation. Des camions et des bus avaient été mis à disposition pour mettre en sécurité la population, avec des espaces de vie organisés pour les réfugiés. Des opérations similaires ont eu lieu en 2002, en 2004 (évacuation de 1,9 million de personnes, sur une population totale de 11 millions), et à nouveau en juillet dernier. Cela montre la puissance de l'économie collectivisée cubaine qui, malgré le régime bureaucratique de Castro, est organisée non pas sur la base de la concurrence capitaliste pour les profits, mais sur la base de la planification économique. La Révolution cubaine de 1960-1961 a jeté dehors les capitalistes, les impérialistes US, leurs espions de la CIA et leurs bourreaux mafieux, créant un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé qu'il faut défendre de façon inconditionnelle contre l'impérialisme US.

La situation exige de façon criante une révolution ouvrière aux USA pour en finir avec le système capitaliste et établir une société avec une économie planifiée et collectivisée. Ce pays s'est fondé sur l'esclavage des Noirs. La domination

Suite page 13

Expulsion de sans-logements immigrés à Aubervilliers

Lutte ouvrière prend la défense de la mairie PCF

Il n'y a pas une semaine en ce moment où Lutte ouvrière n'a pas plusieurs articles dans son journal contre les expulsions de sans-logement et en défense des sans-papiers. Lutte ouvrière proteste avec véhémence contre ces attaques du gouvernement de droite de Villepin/Sarkozy. Elle a des cortèges très visibles dans les nombreuses manifestations pour les sans-papiers ou les victimes des incendies. En fait LO se mobilise dans ces manifestations dans le sillage du PCF et même du PS qui profitent de l'impopularité du gouvernement de droite pour se refaire une virginité.

Mais, là où l'Etat bourgeois est représenté non par un gros porc de droite mais par un maire PCF, LO nous chante une tout autre chanson, qui montre que l'opposition bruyante de LO aux manœuvres actuelles du PCF et de la LCR pour un nouveau front populaire n'est que de la poudre aux yeux. Le 7 juin dernier la mairie d'Aubervilliers, qui depuis des dizaines d'années est aux mains du PCF, procédait à l'expulsion brutale de 43 familles, pour la plupart originaires d'Afrique de l'Ouest, qui occupaient un immeuble. Le samedi suivant les familles expulsées et des militants de gauche se rendaient à la mairie pour obtenir un rendez-vous avec la mairie PCF ; pour toute réponse celle-ci dépêchait des gros bras de la CGT et du PCF pour défendre la « légalité républicaine », bientôt rejoints par les flics pour mettre en place un cordon sanitaire autour de la mairie (voir *Rouge*, 16 juin). En 2000 des expulsions similaires de familles africaines qui squattaient des HLM avaient déjà fait scandale à Aubervilliers.

Mais Lutte ouvrière, qui a publié un article spécial là-dessus dans son numéro du 17 juin dernier, a à peine mentionné la brutalité de l'opération des flics. Loin de s'en prendre à cette action raciste de la mairie PC, elle a pris sa défense ! Ainsi elle écrivait :

« Une municipalité comme Aubervilliers, ainsi que les chiffres l'attestent, n'est pas de celles qui se débarrassent des pauvres et les envoient voir ailleurs, comme le fait [le maire PS de] Paris par exemple. Les expulsions des logements gérés par la municipalité sont rares, et les dettes de loyers accumulées par certains locataires peuvent être importantes sans qu'ils soient mis dehors pour autant.

« La détresse des familles expulsées de leur squatt est compréhensible et explique les moyens extrêmes qu'elles utilisent pour tenter de tourner les difficultés d'accès à un logement décent. Mais une seule municipalité, fut-elle de gauche et accueillante pour la population la plus démunie, ne peut à elle seule régler le problème du manque criant de logements sociaux. »

Dans son article LO fait tout simplement disparaître le fait que les expulsés étaient des familles africaines, car cela montre le caractère raciste de l'action du PCF. Si beaucoup de squatters sont africains c'est à cause de la ségrégation raciste qui exclut ces travailleurs des logements décents. Non seulement les propriétaires privés refusent de prendre des locataires à la peau foncée, mais nombre de sociétés HLM



Des dizaines de familles se retrouvent sous la tente depuis plus de trois mois, expulsées par les flics à la demande de la mairie PCF.

ont été prises en flagrant délit de discrimination raciste. Quand nous luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, cela inclut une lutte contre cette discrimination dans le logement.

Mais ce qui agite réellement la petite bourgeoisie et les réformistes en ce moment c'est moins la discrimination raciste dans le logement que la spéculation effrénée et l'inflation des prix du logement qui les frappe eux. Mais la crise du logement est endémique au capitalisme. Et LO, ignorant le racisme, aborde la question entièrement dans le cadre du capitalisme. Pour elle, Aubervilliers est une bonne municipalité de gauche qui voudrait bien aider tout le monde mais, comme les mauvaises mairies (genre PS ou de droite) ne prennent pas en charge leur propre quota de pauvres, ces bonnes mairies PC sont également obligées de jeter à la rue les familles immigrées avec leurs enfants en bas âge. C'est la logique même du capitalisme qu'il n'y ait pas des parts de gâteau pour tout le monde, et la défense scandaleuse de cette action par LO ne fait que souligner le *réformisme* de cette organisation.

Les municipalités sont les branches locales de l'Etat capitaliste. La raison d'être de l'Etat capitaliste, comme nous l'expliquons dans notre article de première page, est d'assurer la poursuite de l'exploitation de la classe ouvrière par la bourgeoisie. Le capitalisme est incapable de fournir des logements décents pour tout le monde. Il ne donne que le minimum vital à la classe ouvrière pour qu'elle survive et continue à travailler pour assurer les profits des capitalistes.

A partir du moment où on accepte de gérer le capitalisme, on doit prendre la responsabilité pour gérer la discrimination raciste quant au logement, à l'éducation, etc. La pénurie de logements frappe le plus brutalement la population d'origine

immigrée qui est davantage victime du chômage ou de l'emploi précaire et mal payé et ceci est renforcé par la discrimination raciste qui divise les travailleurs entre « bons » et « mauvais » locataires suivant la couleur de leur peau. Si l'on veut vraiment lutter contre la crise du logement et la ségrégation raciste il faut lutter non seulement contre telle ou telle atrocité mais pour une révolution ouvrière qui en finisse avec le système capitaliste et établisse une société collectivisée avec une économie planifiée pour satisfaire les besoins et les intérêts des travailleurs. Nous prenons pour modèle la Révolution russe d'octobre 1917, où la classe ouvrière, sous la direction d'un parti bolchévique, a pris le pouvoir dans ses propres mains, exproprié les capitalistes. Malgré la pauvreté et l'arriération de la Russie soviétique qui émergeait de l'autocratie tsariste, voici ce qu'écrivaient en 1920 Boukharine et Préobrajenski, deux jeunes dirigeants bolchéviques :

« La Révolution prolétarienne a opéré un bouleversement complet dans la question de l'habitation. Le pouvoir soviétique a entrepris la nationalisation des maisons bourgeoises, a annulé les termes ouvriers en retard dans certains cas, les a diminués dans d'autres. On a établi et en partie réalisé un programme de logement gratuit pour les travailleurs qui habitent les maisons nationalisées. De plus, dans les grandes villes on a transféré systématiquement les ouvriers de leurs sous-sols, de leurs maisons à demi démolies, de leurs quartiers malsains, dans les hôtels particuliers et les grands immeubles du centre. En outre, on a commencé à les fournir de mobilier et de tous les objets d'usage domestique. »

- « La question du logement dans l'Etat prolétarien »
(*L'ABC du communisme*)

Cela souligne quelles étaient les priorités de l'Etat ouvrier, et plus fondamentalement que l'on ne peut commencer à résoudre sérieusement la question du logement qu'avec le renversement du capitalisme.

LO est à l'opposé de ce genre de perspective. C'est dans l'Etat bourgeois que LO voit la source du progrès, pourvu que l'on se mobilise dans la rue ou le lieu de travail pour faire pression afin qu'il prenne des décisions dans l'intérêt des travailleurs. Et à Aubervilliers même il y a deux ans des profs de LO (et un membre du bureau politique de la LCR) se sont mobilisés... pour exclure deux jeunes femmes voilées, Alma et Lila Lévy, d'un lycée. Loin de servir la lutte contre l'obscurantisme religieux et l'oppression des femmes que représente le voile, ils ont ainsi servi de fer de lance à

Chirac pour sa loi raciste contre le foulard islamique votée en février 2004, une loi soutenue par les Fabius, Mélenchon, Jack Lang et autres pontes du PS dont LO prétend actuellement se démarquer. Le 6 mars 2004 Arlette Laguiller se retrouvait même à manifester bras dessus bras dessous avec Nicole Guedj, secrétaire d'Etat UMP à la construction des prisons, contre les femmes voilées (voir nos articles parus dans *le Bolchévik*, notamment nos numéros de mars 2004 et juin 2005). Le soutien de LO à l'Etat bourgeois sur le foulard va de pair avec leur soutien à la mairie « républicaine » contre les sans-logement. **A bas les exclusions racistes des jeunes femmes voilées !**

Les expulsions et les rafles montrent aussi au grand jour la brutalité de la police. L'abject réformisme de LO se montre une fois encore dans son attitude vis-à-vis de la police dans les mêmes banlieues ouvrières gérées par le PCF. Quand Sarkozy est allé faire son rodéo raciste à La Courneuve, à côté d'Aubervilliers, LO (*Lutte Ouvrière*, 8 juillet) s'est contentée de singer le maire qui est également au PCF, Gilles Poux, et qui se plaignait du manque d'effectifs policiers :

« En contradiction complète avec ses promesses, le ministre Sarkozy a mené dans son domaine la même politique que ses collègues : tours de passe-passe sur les effectifs pour cacher leur baisse, fermetures de postes de police, budgets non pourvus. »

LO se plaint que Sarkozy n'embauche pas assez de flics, avec pour conséquence une hausse de la « délinquance » et « une dégradation générale de l'ambiance dans bien des quartiers, avec la réapparition d'infractions et d'"incivilités" que la prévention avait apaisées » (*ibid.*) En fait ce que veut LO c'est non pas des rafles spectaculaires, mais des flics qui soient là en permanence sur le terrain à harceler au quotidien les « délinquants ». Le film *Wesh Wesh* montre très bien ce que cela veut dire : les flics « vérifient les papiers » des mêmes jeunes tous les jours, plusieurs fois par jour, jusqu'à ce qu'ils « pêtent les plombs ». Ou alors c'est la BAC (Brigade anti-criminalité) qui poursuit tout jeune roulant sur une moto sans casque, comme Karim d'Aubervilliers, mort à Saint-Denis en tentant d'échapper aux flics.

Le commissariat de Saint-Denis, qui est également dans le 9-3, a fait parler de lui récemment : des flics se sont retrouvés accusés de violer des prostituées, de trafiquer des stupéfiants, de tabasser brutalement de tranquilles pères de famille d'origine maghrébine, d'avoir tiré des coups de feu sur un campement de Roms à plusieurs reprises. Dans un article du 9 septembre *Lutte Ouvrière* revendique un « coup de karcher » sur le commissariat, demandant à Sarkozy de « commencer le "nettoyage" par sa propre police ». Ils propagent ainsi des illusions que l'on pourrait disposer d'une police vraiment démocratique et au service de la population (pourvu que Sarkozy fasse bien son boulot). En réalité les horreurs qui ont eu lieu dans le commissariat de Saint-Denis ne sont pas l'exception qui confirme la règle : elles représentent de façon concentrée la terreur raciste quotidienne exercée par les « représentants de l'ordre » capitaliste contre les victimes de celui-ci.

Ces horreurs prouvent qu'il faudra détruire l'Etat capitaliste par une révolution ouvrière. LO n'a rien à voir avec cette perspective révolutionnaire. C'est une organisation réformiste française, dont le radicalisme soi-disant opposé à une « nouvelle mouture d'Union de la gauche » s'évapore à l'apparition d'un militant PCF ceint d'une écharpe tricolore de maire. **A bas les expulsions racistes ! A bas la ségrégation dans le logement, l'emploi et l'éducation ! Pour une révolution ouvrière !**

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

3 EUR pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*

Hors Europe : 4,50 EUR (avion 6 EUR)

Etranger : mandat poste international

Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*

Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

« Grève » de matons en Belgique

Flics et matons, hors des syndicats !

En mars dernier, à Ittre en Belgique, une cinquantaine de prisonniers se sont révoltés contre leurs conditions d'incarcération et le traitement qui leur est réservé. Cette rébellion a donné lieu à diverses sanctions par l'administration pénitentiaire contre trois des détenus considérés comme ayant joué un rôle important dans ces événements. Suite à une procédure intentée par une avocate des détenus, ces sanctions ont été cassées par le Conseil d'Etat « pour non-respect de la procédure » (*La Libre Belgique*, 29 mars). En même temps, l'avocate dénonçait le « climat de terreur » qui régnait à la prison d'Ittre ; d'autres conseillers de détenus disaient aussi

La touchante confiance de la Gauche révolutionnaire dans l'Etat bourgeois

« avoir été témoins de traces de coups portés sur les détenus et de pressions exercées pour qu'ils ne puissent assister leurs clients dans les procédures disciplinaires » (*ibid.*)

Que la justice capitaliste belge annule les sanctions prises contre les détenus en dit long sur l'arbitraire et la violence dont ont dû faire preuve les matons ! Se sentant remis en cause dans le libre exercice de leur « travail » (c'est-à-dire réprimer et maltraiter les prisonniers comme ils le veulent), les matons sont partis en « grève », « grève » qui s'est immédiatement étendue à d'autres établissements pénitentiaires en signe de solidarité... et « grève » qui a fait l'objet d'un compte-rendu d'*Alternative socialiste* (mai), le journal du Mouvement pour une Alternative Socialiste (MAS), la section belge du Comité pour une internationale ouvrière (CIO) basé à Londres et dont fait partie la Gauche révolutionnaire en France. Ce compte-rendu est paru dans leur rubrique mensuelle « syndicale » décrivant les « luttes de classes » soutenues par le MAS. Pour le CIO les matons, tout comme les flics, sont des « travailleurs en uniforme », donc pour eux une émeute de matons c'est comme une grève de travailleurs, et par conséquent ils la soutiennent.

Comme l'expliquait Marx au contraire, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre constitué de détachements spéciaux d'hommes armés, de prisons, etc. Engels en démonte les racines dans son ouvrage *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* :

« Par rapport à l'ancienne organisation gentilice, l'Etat se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants *d'après le territoire*. [...] En second lieu vient l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes. [...] Cette force publique existe dans chaque Etat ; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes qu'ignorait la société gentilice. »

En d'autres mots, et depuis que la société est divisée en classes antagonistes (en l'occurrence, sous le capitalisme, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière) les flics protègent

la propriété privée des moyens de production aux mains des patrons, et les prisons servent à y jeter ceux qui sont perçus comme menaçant la stabilité de l'ordre bourgeois, que ce soit des gens que le système capitaliste pourrissant pousse dans la misère, la ségrégation, la marginalisation ou le crime, ou des ouvriers et militants qui se battent pour défendre les intérêts des ouvriers et opprimés. Ce n'est pas un hasard que les prisons regorgent de jeunes d'origine immigrée, auxquels le capitalisme n'a rien à offrir. Il y a quelques années, le livre *Médecin-chef à la prison de la Santé*, de Véronique Vasseur, avait fait sensation pour sa dénonciation du véritable apartheid raciste organisé à l'intérieur de cette prison. Une étude plus récente (*L'Islam des prisons*, Farhad Khosrokhavar) indiquait que la grande majorité des prisonniers en France sont de culture musulmane. Mais la sympathie du CIO va davantage vers les matons que vers leurs victimes.

Le CIO a une longue et nauséabonde histoire de soutien aux « grèves » de flics et de matons. C'est même une de ses marques de fabrique. Quelle que soit leur origine sociale les flics, tout comme les matons, ne sont pas des « travailleurs » mais les chiens de garde de l'ordre bourgeois. Trotsky avait une formule très précise pour exprimer cela : « L'ouvrier [membre de la social-démocratie], devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier » (« La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », *Comment vaincre le fascisme*, janvier 1932). Les « syndicats » de flics n'ont rien à voir avec des syndicats ouvriers, et nous dénonçons la politique de la CGT et de FO (mais aussi le SUD soi-disant radical) pour avoir des sections « syndicales » chez les flics et les matons ; c'est d'ailleurs là l'une des nombreuses preuves que la bureaucratie syndicale a une perspective *antirévolutionnaire* et de collaboration avec l'Etat bourgeois.

Nous dénonçons ce genre de « grèves », tout comme les « grèves » de flics. Et cela est vrai même lorsque les reven-



Grève des gardiens de prison

En mars, les gardiens de prison ont à nouveau cessé le travail. A l'occasion d'incidents dans la prison d'Ittre et d'un verdict du Conseil d'Etat concernant le traitement des détenus, une grève a éclaté et s'est étendue aux autres prisons comme une traînée de poudre. Le Conseil d'Etat avait pris toute une série de mesures à l'égard de détenus qui avaient pris part à une rébellion dans la prison d'Ittre. La grève s'est rapidement étendue à d'autres prisons en raison du ras-le-bol du personnel. Les revendications des gardiens étaient entre autres: la révision du statut, plus de formation, un soutien juridique gratuit, l'amélioration supplémentaire d'assurances sociales et l'achat de matériel de premiers soins.

Alternative socialiste, journal des camarades belges de la Gauche révolutionnaire, s'extasie sur la lutte « syndicale » des matons contre leurs prisonniers.

dications de ces « grèves » ne sont pas aussi réactionnaires que celles d'Itrre et qu'elles ne concernent que des revendications salariales ou de meilleures « conditions de travail ». De « meilleures conditions de travail » pour les flics et les matons signifient inexorablement de meilleures matraques, etc., et davantage d'impunité pour leurs utilisateurs tabassant les ouvriers, les sans-papiers, les lycéens ou tous ceux qui vont entrer en lutte contre le capitalisme et l'ordre social existant et qui auraient alors affaire aux forces de répression de l'Etat bourgeois. En général les mobilisations de flics, gendarmes ou matons ont un caractère bonapartiste sinistre, c'est-à-dire qu'elles représentent une exigence de

leur part de s'affranchir de la légalité bourgeoise « démocratique » officielle.

Loin d'être une erreur ou même un détail, la position du CIO sur les flics et les matons est l'expression brute et claire du fait que cette organisation accepte la domination capitaliste et essaie simplement de travailler dans ce cadre. C'est cela le réformisme. Et c'est aussi la démonstration que les fameux partis des travailleurs dont ils réclament la construction ne sont et ne seront jamais rien d'autre que des partis sociaux-démocrates classiques dont ils ne seront même pas une soi-disant aile gauche, tant ils en partagent fondamentalement les mêmes conceptions. *Flics, matons, hors des syndicats !* ■

Attentats de Londres...

Suite de la page 6

corde parfaitement avec la politique des députés travaillistes « antiguerre » comme Alice Mahon, qui s'opposent à l'invasion de l'Irak défendue par Blair, sur la base que ce n'est pas actuellement la meilleure manière de servir les intérêts de l'impérialisme britannique, tout en argumentant qu'elle détourne de la « guerre contre le terrorisme » en Grande-Bretagne même.

En tant que marxistes, nous sommes opposés au terrorisme comme stratégie, même quand il est motivé par une volonté anti-impérialiste sincère mais dévoyée et prend pour cible de véritables institutions de répression d'Etat – ce qui n'est clairement pas le cas des attentats de Londres. Substituer des actes individuels contre les symboles de l'exploitation et de l'oppression impérialistes s'oppose directement à la tâche de mobiliser la classe ouvrière pour renverser le système capitaliste par la révolution. Mais l'opposition déclarée du Socialist Party au « terrorisme » n'est rien d'autre qu'un appel à mobiliser le prolétariat derrière la « guerre contre le terrorisme » du gouvernement. En tirant un trait d'égalité entre les puissances impérialistes et les terroristes islamiques, le Socialist Party capitule en fait devant les impérialismes britannique et américain, qui constituent les forces terroristes les plus puissantes et les plus dangereuses sur cette planète. Ce n'est pas particulièrement surprenant de la part d'une organisation qui s'enorgueillit de *ne pas* appeler au retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande du Nord – une revendication qui est l'acte le plus élémentaire d'opposition à l'impérialisme britannique.

L'indépendance de classe du prolétariat est une condition préalable indispensable à une opposition authentiquement socialiste à l'impérialisme – à la fois contre la guerre impérialiste et contre les attaques contre la classe ouvrière et les minorités du pays. Mais les manifestations antiguerre construites par le SWP sont tout entières basées sur la promotion d'une autre version de l'« unité nationale » – entre la classe ouvrière et les opprimés qui s'opposent à l'occupation de l'Irak et une aile plus « rationnelle » de la classe dirigeante qui estime que se contenter d'agir comme partenaires subalternes de la Maison Blanche de Bush est préjudiciable aux

intérêts de l'impérialisme britannique. Pour les réformistes du SWP, la solution n'est pas de renverser le capitalisme, mais de persuader le gouvernement britannique de rompre avec Bush. Une déclaration du SWP (13 juillet) argumente ainsi qu'« Une réorientation fondamentale de politique doit avoir lieu, ici et à l'étranger. Retirer les troupes d'Irak commencera à tarir la source du ressentiment qui alimente le terrorisme », et ajoute « la majorité des Américains sont maintenant opposés à la guerre de Bush – nous devons augmenter la pression sur le gouvernement britannique pour qu'il rompe lui aussi avec Bush ».

Il est ridicule de suggérer que la Grande-Bretagne pourrait d'une façon ou d'une autre « sortir » du système mondial de l'impérialisme sans une révolution ouvrière et l'instauration d'un Etat ouvrier qui expropriera la classe capitaliste. Il est carrément grotesque de faire porter le chapeau de la brutalité de l'impérialisme britannique à l'alliance avec les Etats-Unis. Bien qu'ils soient aujourd'hui réduits à jouer le rôle de partenaires subordonnés et décrépits des Etats-Unis, les impérialistes britanniques, quand ils en avaient les moyens économiques et militaires, ont écrit le manuel du « diviser pour régner » raciste et de l'exploitation impitoyable de leurs « sujets » coloniaux. L'« esprit du Blitz », pendant la Deuxième Guerre mondiale, qui a été invoqué presque quotidiennement depuis les attentats terroristes à Londres, est un mythe travailliste persistant, qui présente toutes les classes unies derrière le roi et le pays dans une défense commune de la « démocratie » britannique. Loin d'avoir été une guerre pour la « démocratie », c'était pour les impérialistes britanniques un effort désespéré pour protéger leurs « intérêts » impérialistes – parmi lesquels l'Inde était une possession d'une grande valeur. Ils ont ainsi refusé à l'Inde son droit à l'indépendance, et même provoqué une famine au Bengale, tandis que le Parti travailliste jouait un rôle vital pour renforcer l'« unité » patriotique en Grande-Bretagne même. Et contrairement au mythe principal colporté sur les alliés « démocratiques », c'est l'Armée rouge soviétique qui a écrasé le fascisme d'Hitler, au prix de la vie de plus de vingt millions de citoyens soviétiques.

En outre, les impérialistes britanniques n'ont pas vraiment besoin de leçons des Américains quand il s'agit de répression policière : c'est ce qu'ils infligent depuis des années aux catholiques opprimés en Irlande du Nord. Similaires à l'hystérie antimusulmane actuelle, les campagnes « antiterroristes » des années 1970 ont conduit à des condamnations scandaleuses d'innocents comme les « six de Birmingham », les « sept de Maguire » et les « quatre de Guildford », injustement condamnés dans une vague d'hys-

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

térie anti-irlandaise suite à d'horribles attentats à la bombe qui avaient fait des victimes civiles dans les centres de grandes villes britanniques.

Hypocrisie impérialiste et intégrisme islamique

La presse britannique s'angoisse de voir que ce pays « démocratique » puisse engendrer des terroristes islamiques « locaux ». Ken Livingstone énonce une évidence quand il déclare : « Je soupçonne que le vrai problème est que nous avons financé ces gens tant qu'ils tuaient des Russes. Nous n'avons pas pensé que quand ils auraient arrêté de tuer des Russes ils pourraient commencer à nous tuer » (*Daily Telegraph*, 20 juillet). A la place de « nous », il faut lire les impérialistes britanniques, qui ensemble avec les Etats-Unis et les autorités pakistanaises ont organisé, tout au long des années 1980, la plus importante opération clandestine dans l'histoire de la CIA, pour favoriser les réactionnaires islamiques les plus extrêmes, y compris Ben Laden, pour un *djihad* en Afghanistan contre l'Union soviétique. Le SWP, le Socialist Party et la plus grande partie de la soi-disant gauche étaient dans le camp des impérialistes contre l'URSS. Nous avons salué l'intervention soviétique en Afghanistan, en notant que c'était de la part de la bureaucratie stalinienne un acte progressiste, qui offrait la possibilité d'étendre les acquis de la Révolution russe de 1917 aux peuples afghans, et en particulier aux femmes, effroyablement opprimées. A la suite de la contre-révolution en Union soviétique, quand le financement des islamistes par les impérialistes s'est tari, ils se sont retournés contre leurs anciens protecteurs, avec comme conséquence la plus dramatique l'attentat criminel contre le World Trade Center. La contre-révolution dans l'ex-Union soviétique a constitué un formidable encouragement pour les forces de la réaction religieuse aux quatre coins du monde, tout en conduisant aussi à un « monde à une seule superpuissance » dans lequel l'impérialisme US et ses alliés pensent qu'ils ont le champ libre pour ravager le monde semi-colonial.

Qui que soient ceux qui ont perpétré des actes comme les attentats de Londres, ils démontrent une vision du monde typique des fanatiques religieux qui croient que Dieu leur a donné le droit d'exterminer tous les non-croyants. L'islam n'a pas le monopole de cette conception : elle est parallèle à celle des intégristes chrétiens qui aux Etats-Unis posent des bombes dans les cliniques pratiquant des avortements ; aux

fanatiques protestants qui justifient la « purification ethnique » contre les catholiques en Irlande du Nord, et aux sionistes qui cherchent à « nettoyer » les Palestiniens de ce qu'ils considèrent comme la « terre sainte » juive. Les attentats terroristes au nom de forces nationalistes ou religieuses ont tendance à viser au massacre indiscriminé du plus grand nombre possible de gens ordinaires, membres de la classe ouvrière multi-ethnique. Il y a peu de chances que vous puissiez trouver le moindre représentant de la bourgeoisie de ce pays dans le métro ou le bus londonien. En outre, deux de ces attentats ont eu lieu dans des quartiers à forte population musulmane. Quel que soit l'auteur de ces attentats, son message ne pouvait être que : les musulmans doivent retourner dans « leurs » pays.

En Grande-Bretagne, l'intégrisme islamique s'est développé, alimenté par des facteurs internationaux ainsi que par l'omniprésence de l'islamophobie et le déclin économique. En 2001, à Oldham, Bradford et Leeds, des jeunes originaires du sous-continent indien ont dû mener de véritables batailles rangées pour défendre leur domicile contre les fascistes qui, appuyés par la police, assiégeaient les quartiers. Dans ces anciennes villes textiles, les usines permettaient jadis un certain degré d'intégration raciale, mais le déclin économique et les fermetures d'usines ont accru la polarisation entre riches et pauvres, et conduit à un niveau de ségrégation raciale qui a été comparé au sud des Etats-Unis avant le mouvement des droits civiques.

Pour les dirigeants impérialistes, le « terrorisme islamique » est devenu un succédané de la guerre contre le « communisme athée », le nouvel ennemi contre lequel ils cherchent à rallier la population dans le soutien à la terreur impérialiste à l'étranger et à une répression accrue dans le pays. Notre objectif est de lutter pour faire pénétrer dans la classe ouvrière la conscience qu'elle a les intérêts de classe et la puissance sociale pour éradiquer le système de l'impérialisme capitaliste. La grève des mineurs de 1984-1985, dont les Noirs et les immigrés originaires du sous-continent indien étaient parmi les plus chauds partisans, a été un exemple palpable de comment la lutte de classe peut unir tous les opprimés derrière la puissance du prolétariat. Nous cherchons à forger un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique qui pourra mobiliser cette puissance jusqu'à la victoire à travers une révolution socialiste prolétarienne, qui seule pourra jeter les bases pour en finir avec le racisme, l'oppression, l'exploitation et la guerre. ■

Nouvelle-Orléans...

Suite de la page 8

capitaliste s'appuie de façon cruciale aujourd'hui sur la ségrégation forcée et continue de la population noire comme caste raciale, licenciée en premier, embauchée en dernier. Le joug imposé à la population noire est ce qui perpétue l'arriération raciste qui divise et affaiblit la classe ouvrière. Karl Marx l'a dit avec une grande justesse : « Le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri. »

Aujourd'hui les syndicats – notamment l'ILA, le syndicat des dockers, largement noirs, du Sud-Est et du golfe du Mexique – doivent se mobiliser pour les secours, et pour exiger un effort massif de reconstruction qui donnerait à chaque chômeur un emploi avec de bons salaires de syndiqué. Mais les dirigeants procapitalistes des syndicats, liés

comme ils le sont aux partis Démocrate et Républicain, sont à condamner par leur inaction.

L'« unité nationale » patriotique poussée par la bourgeoisie et embrassée par les dirigeants ouvriers traîtres, est remise en cause par la colère massive contre le désastre gouvernemental de La Nouvelle-Orléans et la guerre en Irak qui est impopulaire. Les grèves actuelles chez Northwest Airlines et Boeing, si elles obtiennent le soutien du reste du mouvement ouvrier, peuvent indiquer la voie pour déchaîner la puissance sociale de la classe ouvrière. C'est la lutte de classe du prolétariat multiracial qui peut ouvrir la voie pour renverser l'ordre capitaliste décrépi et établir un gouvernement ouvrier. La Spartacist League se dédie à rassembler les militants les plus conscients de la lutte de classe afin de forger un parti révolutionnaire qui dirige tous les exploités et les opprimés dans cette lutte. Comme le montre La Nouvelle-Orléans, le choix est clair : socialisme ou barbarie. ■

Raffles, expulsions...

Suite de la page 2

travailleurs, sachant qu'une fois au gouvernement ils mèneront de toute façon encore une fois la politique qu'il faut pour les patrons.

Le PS et le PCF sont des partis ouvriers-bourgeois, c'est-à-dire qu'ils ont une base ouvrière mais une direction dédiée à la gestion du capitalisme avec un programme correspondant. Dans des circonstances où il faut désamorcer les luttes de la classe ouvrière, les « fronts populaires », comme celui de la « gauche plurielle » de Jospin et ses ministres Buffet et Mélenchon, sont utiles à la bourgeoisie : ce sont des alliances de tels partis ouvriers réformistes avec des formations bourgeoises sur la base d'un programme bourgeois pour gérer le capitalisme.

C'est pourquoi nous nous opposons par principe à ces combinaisons. Toute la société capitaliste est basée sur l'antagonisme fondamental entre les capitalistes et les ouvriers qu'ils exploitent. Pour défendre ses intérêts, la classe ouvrière doit préserver son indépendance politique, et en fait la lutte contre de telles coalitions de front populaire elles-mêmes ne peut être qu'un point de départ, pas suffisant mais indispensable. Les organisations ouvrières réformistes au contraire proclament la nécessité d'une « union populaire » avec des forces antiprolétariennes, afin de mieux se soustraire aux pressions de leur base prolétarienne.

Les capitalistes ont des agents à l'intérieur même du mouvement ouvrier, les bureaucrates syndicaux et les directions des partis réformistes qui, sur la base des privilèges des couches supérieures de la classe ouvrière, voient des intérêts communs entre les ouvriers et leur propre bourgeoisie nationale, et se battent pour défendre l'ordre capitaliste en essayant d'obtenir éventuellement quelques miettes sous la pression de leur base.

Et quand il n'y a pas de miettes ce sont ces réformistes qui sont le mieux à même de convaincre les ouvriers que les attaques anti-ouvrières ne sont qu'un moindre mal, et la bourgeoisie appelle les partis sociaux-démocrates au gouvernement pour administrer l'Etat capitaliste. L'Etat capitaliste n'est pas quelque chose de neutre entre les ouvriers et les capitalistes : il s'agit fondamentalement d'un appareil de coercition, basé sur le monopole des armes aux mains des flics, de l'armée, des matons, dédiés à la défense de la propriété privée des moyens de production aux mains des capitalistes. Les réformistes disent vouloir gérer l'Etat pour le compte des travailleurs, mais en réalité ils acceptent de gérer ainsi le système capitaliste.

Administrer l'Etat capitaliste signifie veiller à ce que les entreprises françaises survivent, et pour cela il faut veiller à ce que leur taux de profit ne décroche pas par rapport à leurs concurrents (sinon elles perdraient leurs crédits bancaires, leurs actions chuteraient en Bourse, elles se feraient racheter par un requin qui les démantèlerait, etc.) Or la défense du taux de profit passe en général par un renforcement du taux d'exploitation des travailleurs. En France c'est aujourd'hui la droite au pouvoir, mais il y a quelques années c'était le gouvernement Jospin qui avait achevé la privatisation de France Télécom entamée par la droite, et initié la privatisation d'Air France qui a ensuite été poursuivie par Raffarin. Le but des lois Aubry sur les 35 heures, sous Jospin-Buffet, était de renforcer la flexibilité des horaires de travail tout en bloquant les salaires, ce qui a en général accru le taux de profit des entreprises industrielles françaises. Les attaques de

leurs propres directions réformistes au gouvernement démolissent les travailleurs et les opprimés, ce qui provoque le retour de la droite, puis les attaques de la droite conduisent à de nouvelles illusions dans la soi-disant « gauche », et on repart pour un tour. On ne peut briser ce cercle vicieux qu'avec une perspective *révolutionnaire*.

La LCR à la rescousse de Buffet et Fabius

A la Fête de l'*Humanité* nous sommes intervenus pour expliquer notre opposition au front populaire dans un meeting où on voyait Mélenchon du PS, Buffet du PCF et Besancenot de la LCR. Ces réformistes s'extasiaient tous sur l'unité avec Zuccarelli, notable bourgeois (« radical de gauche ») maire de Bastia et chauvin français hystérique contre les nationalistes corses, avec George Sarre, bras droit de Chevènement et maire du XI^e arrondissement de Paris, avec la Verte Francine Bavay (les Verts trouvent que les travailleurs ne paient pas encore assez cher leur essence), et avec le leader petit-bourgeois paysan José Bové dont les plans « anti-productivistes » amèneraient une inflation des prix des produits alimentaires.

Buffet jure par Jean Jaurès que le prochain gouvernement de front populaire sera différent, qu'ils ne répèteront pas la politique de Jospin. Pourtant leur plan est bien de faire du vieux avec du vieux : Mélenchon était sous-ministre à l'Education dans le gouvernement Jospin qui a lancé la réforme LMD, honnie des étudiants, et Buffet était également ministre de Jospin quand celui-ci a renforcé Vigipirate et lancé sa campagne sécuritaire raciste.

Et Fabius lui-même était non seulement ministre de l'Economie dans le gouvernement Jospin (où il s'était prononcé pour la privatisation d'EDF), il était Premier ministre de Mitterrand dans les années 1980 au moment du « tournant de la rigueur » contre les travailleurs, de l'affaire du sang contaminé qui a envoyé à une mort horrible (le sida) des milliers d'hémophiles, de l'assassinat du dirigeant indépendantiste kanak Eloi Machoro par un commando d'élite spéciale de la gendarmerie nationale, et de l'affaire du *Rainbow Warrior*, le bateau de Greenpeace coulé avec une partie de son équipage pour avoir voulu protester contre les essais d'armes nucléaires françaises en Polynésie.

C'est beaucoup pour un seul homme, au point que 20 ans plus tard Fabius est encore profondément détesté et qu'il s'est fait chahuter à la Fête de l'*Humanité*. De nombreux militants du PCF à cette fête étaient écoeurés de voir Marie-George Buffet accourir pour prendre la défense de Fabius avec véhémence, et ils quittaient ce meeting en colère.

Le joker du PCF pour donner l'illusion que le prochain front populaire sera différent des précédents, c'est la LCR pseudo-trotskyiste. La LCR voit bien à quel point Fabius est détesté, au point qu'il n'est pas certain que Fabius soit en mesure de fédérer un front populaire derrière lui. La LCR se fait occasionnellement l'écho de cela, et dit quelques mots contre Fabius (cela ressemble à la fable de l'amoureux éconduit, Fabius refusant pour le moment de partager une tribune avec la LCR malgré les supplications de celle-ci). D'ailleurs de charger la barque de Fabius permet indirectement de dédouaner le PCF, qui a été sous Jospin dans le même gouvernement avec le même Fabius.

Buffet promène partout Besancenot de la LCR pour donner un parfum de neuf à la nouvelle combinaison parlementaire pourrie avec le PS qui est censée succéder à Chirac. Et Besancenot est aux anges de se rendre utile au PCF et au PS de Mélenchon-Fabius. Avec un cynisme exceptionnel il

affirme : « Nous ne voulons pas recommencer une nouvelle mouture de la gauche plurielle » (*Rouge*, 1^{er} septembre), et il se retrouve en campagne pour un « front social et politique permanent contre les politiques libérales » ... avec toute l'ex-gauche plurielle au grand complet, y compris les radicaux de gauche et les chevènementistes (plus José Bové, moins l'actuelle direction du PS – pour le moment).

L'« université d'été » de la LCR qui s'est tenue fin août a officialisé ce que nous avons annoncé depuis longtemps : comme ses camarades brésiliens qui l'ont déjà réalisé, la LCR espère entrer au gouvernement, et que l'heure pourrait sonner dès 2007. Besancenot a déclaré (voir *Rouge*, 1^{er} septembre) :

« C'est vrai, à la LCR, ce qui nous fait vibrer, ce ne sont pas les fauteuils ministériels. Mais la politique anticapitaliste que nous préconisons, pour laquelle nous militons, nous souhaitons qu'elle soit appliquée, effective. Et, donc, qu'elle gouverne, dans le cadre d'un nouveau pouvoir politique unitaire, issu des mobilisations populaires, dans lequel nous serions présents, avec d'autres. »

A part les boniments selon lesquels il ne rêve pas de strapontins ministériels, Besancenot ne ment pas : ce qui le « fait vibrer », c'est que « nous serions présents » dans « un nouveau pouvoir politique unitaire » qui « gouverne », et Besancenot annonce d'ores et déjà que pour lui les « mobilisations populaires » doivent avoir pour objectif de porter à l'Elysée et Matignon cette nouvelle coalition « avec d'autres ».

Nous le disons tout net et par avance : si Besancenot était nommé sous-secrétaire d'Etat, il servirait loyalement la bourgeoisie, exactement de même que son camarade Rossetto au Brésil, ministre du Développement agricole depuis bientôt trois ans dans le gouvernement Lula qui *réduit* les distributions de terres aux paysans sans terre et envoie la police militaire massacrer ceux qui osent occuper des terres cultivées appartenant à des latifundistes. Rossetto est pratiquement le dernier fidèle de Lula dont le Parti des travailleurs, accablé par les affaires de corruption, est en pleine déliquescence (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 171, mars). Quelles que soient les promesses de Besancenot de faire « une politique anticapitaliste », c'est-à-dire, comme il dit, « une véritable répartition égalitaire des richesses », etc., il s'agirait d'un gouvernement *bourgeois*, chargé d'administrer l'Etat bourgeois, et donc il n'aurait d'autre choix que de gouverner *contre* les travailleurs.

Quand des gouvernements capitalistes (de droite ou de gauche) ont reculé devant la lutte de classe et mis en place de véritables réformes, comme en Juin 36, cela a toujours été pour désamorcer une lutte de la classe ouvrière, notamment des situations pré-révolutionnaires, et non parce qu'il y avait des gouvernements plus « progressistes » que d'autres. La LCR, LO, etc., parlent de la nécessité d'un nouveau Juin 36 ou Mai 68. Mais dans leur bouche il s'agit en fait d'amener un nouveau front populaire au pouvoir (le « pouvoir politique unitaire issu des luttes » dont parle Besancenot). Mai 68 a été utilisé pour amener l'Union de la Gauche de Mitterrand au pouvoir, et Décembre 95 pour amener Jospin-Buffet (avec le vote de la LCR – et de LO « contre le Front national »). Aujourd'hui c'est surtout les *différences* avec ces périodes pré-révolutionnaires qui sautent aux yeux : les ouvriers sont démoralisés par les trahisons de leurs directions, et ils sont sous la campagne incessante de la soi-disant « mort du communisme », comme quoi le capitalisme a ses défauts, mais qu'il serait soi-disant indépassable, maintenant que l'URSS a été détruite.



2 septembre, Paris XIX^e : expulsion raciste de mal-logés

Une leçon de Juin 36 c'est aussi que, les accords à peine signés, la bourgeoisie s'attache immédiatement à reprendre toute concession qu'elle aurait pu faire (voir notre article sur Juin 36 dans *le Bolchévik* n° 172, juin). La seule solution est de lutter pour une révolution ouvrière. La Révolution russe d'octobre 1917 a montré que les ouvriers peuvent renverser l'ordre capitaliste, exproprier les capitalistes en tant que classe et organiser la production sur une base planifiée rationnelle, et non de la façon anarchique où les capitalistes cherchent à maximiser non la production pour les besoins de la société, mais leurs profits individuels.

Le nouveau front populaire « antiraciste »

Il y a trois ans les PCF, LCR et PS avaient voté pour le bourgeois réactionnaire Chirac contre le fasciste Le Pen (qui d'ailleurs n'avait pu se présenter au deuxième tour que parce que Jospin lui-même et son gouvernement PS-PC étaient trop méprisés par la classe ouvrière). Ils ont ainsi contribué à l'ascension de Sarkozy, qui a mis en place des pans entiers du programme anti-immigrés de Le Pen, y compris les charters de déportation, mis en place pratiquement sans protestations parce que la « gauche » était trop occupée à saluer le gouvernement Chirac contre la guerre de Bush en Irak. Mais aujourd'hui ils font tous des déclarations ronflantes contre Sarkozy et veulent construire des illusions qu'ils agiront dans l'intérêt des immigrés et de leurs familles une fois de retour au gouvernement.

Le journal du PCF, *l'Humanité*, a des articles quotidiens pour se lamenter sur le sort des sans-papiers et des sans-logement. Le PC doit travailler dur pour se relooker sur un mode légèrement « antiraciste ». Tout le monde se souvient encore avec amertume du dernier front populaire de Jospin, où le PCF a passé cinq ans dans le gouvernement à mener les attaques que poursuit et aggrave aujourd'hui la droite. Les lois sécuritaires racistes de Sarkozy ne sont qu'une variante à peine aggravée de la « loi de sécurité quotidienne » votée sous Jospin. D'ailleurs une bonne partie des sans-papiers d'aujourd'hui l'étaient déjà sous Jospin et son ministre des flics Chevènement, qui ont à l'époque refusé leur régularisation.

Il y a eu ces derniers mois des dizaines de morts, surtout originaires d'Afrique de l'Ouest, brûlés vifs dans des incendies d'hôtels meublés ou de squats à Paris. A peine quelques mois après qu'un ministre chiraquiste avait dû quitter son logement de fonction de 600 mètres carrés et d'une valeur locative de 14 000 euros mensuels, le gouvernement non seu-

lement prétend qu'il n'y a pas de logement, mais il s'en est pris aux victimes elles-mêmes, expulsant brutalement des dizaines de familles de leur habitat précaire et les jetant tout simplement à la rue si ce n'est dans des « camps de rétention » avant déportation.

La mairie de Paris, dirigée depuis plus de quatre ans par une coalition des sociaux-démocrates du PS et du PCF avec les partis bourgeois de Chevènement et des Verts, s'est déclarée contre les expulsions de squatters par les flics. L'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu, comme le disait Oscar Wilde : c'est la mairie PS-PC elle-même qui refuse depuis des années des logements décentes et non dangereux à ces travailleurs ! Ce n'est pas que Sarkozy, c'est aussi le maire PS Delanoë et ses adjoints PCF et Verts à la mairie qui ont sur les mains le sang des Africains tués dans les incendies : ils n'ont rien à faire dans les manifestations de solidarité avec les victimes des incendies et des rafles ! A Aubervilliers c'est un maire PCF (un parti ouvrier n'est-ce pas) qui, pas plus tard qu'en juin dernier, procédait à de brutales expulsions par les CRS de travailleurs africains du logement qu'il occupaient, et qui ensuite a mobilisé les gros bras de la CGT du 93 pour protéger la mairie contre les expulsés qui protestaient (voir notre article page 9).

Les familles frappées dans ces incendies ne sont pas seulement des victimes dont nous sommes solidaires : beaucoup des pères de famille sont employés par la mairie comme éboueurs ou balayeurs. Une grève des éboueurs, français et immigrés, aurait plus de puissance sociale que les manifestations de rue isolées actuelles pour forcer Delanoë et ses acolytes à s'employer à reloger décentement tous ces travailleurs, avec leur famille. De telles actions contre la terreur raciste et pour des logements décentes et sûrs seraient dans l'intérêt de *toute* la classe ouvrière, s'élargissant à des secteurs plus larges de la classe ouvrière avec sa composante immigrée. Pour cela les travailleurs ont besoin d'une direction révolutionnaire et de se débarrasser des sociaux-démocrates qui gèrent aujourd'hui les municipalités, et qui rêvent seulement de diriger demain à nouveau le gouvernement pour le compte des patrons. Le capitalisme ne peut pas offrir des logements de bonne qualité pour tous ; la lutte pour ce besoin vital doit s'élargir à une lutte pour renverser tout ce système pourri.

La lutte contre la précarité et contre le racisme

Aujourd'hui les capitalistes s'en prennent aux droits des travailleurs en utilisant le chômage massif qu'ils ont eux-mêmes produit. Comme le disait Trotsky, le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier possède dans une société basée sur l'exploitation. Si le capitalisme ne peut garantir ce droit, qu'il périsse ! Trotsky écrivait dans *le Programme de transition* :

« La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

Le « contrat nouvelle embauche » vise à accentuer encore la précarité de ces travailleurs. En les forçant à accepter des conditions d'embauche dégradées les capitalistes cherchent à augmenter la pression sur la stabilité d'emploi de l'ensemble de la classe ouvrière pour faciliter les licenciements et dissuader les travailleurs de lutter. Aujourd'hui plus de 30 %

des emplois d'ouvriers non qualifiés sont précaires. *A bas le « contrat nouvelle embauche » !* Pour lutter contre la précarité, il est indispensable de prendre à bras-le-corps la question de la terreur raciste qui rend plus vulnérables les jeunes travailleurs d'origine immigrée et distille l'arriération raciste parmi les travailleurs. La bourgeoisie manie Vigipirate et la « guerre contre le terrorisme » dans le but de diviser la classe ouvrière sur une base raciste. En désignant comme l'« ennemi intérieur » les jeunes d'origine maghrébine, qui sont nombreux dans les couches nouvelles ultra-précarisées du prolétariat, les capitalistes espèrent détourner d'eux-mêmes la colère des travailleurs. Les grèves de ces dernières années, que ce soit à Citroën-Aulnay ou chez MacDo, montrent que ces jeunes sont prêts à se battre. L'obstacle c'est les bureaucrates syndicaux qui cassent leur envie de se battre, refusent de lutter contre les campagnes racistes, et montrent par là même qu'ils ne sont que des dirigeants traîtres de la classe ouvrière. Il faut une direction révolutionnaire des syndicats où ces travailleurs d'origines ethniques diverses auront une place centrale.

Les cheminots et les travailleurs de la RATP sont particulièrement en ligne de mire de ce gouvernement à cause de leur considérable puissance sociale. Les flics quadrillent les gares et les stations de métro dans le cadre du plan raciste « antiterroriste » de Vigipirate, mais demain s'il y a une confrontation sociale, ce sont ces mêmes flics qui s'en prendront aux piquets de grève. Beaucoup de travailleurs s'imaginent que les flics sont là pour les protéger du terrorisme criminel. Le meurtre brutal du jeune électricien Jean Charles de Menezes dans le métro de Londres par les flics (qui ont ensuite menacé de leurs pistolets le conducteur du train) montre que ce sont les flics qui représentent le danger principal pour la classe ouvrière multiethnique dans les gares.

S'opposer aux expulsions de certains squatters et aux déportations de sans-papiers au nom de « liberté, égalité, fraternité pour tous » comme le font à l'occasion le PCF, la LCR ou LO est une chose, mais pour les réformistes le véritable test c'est qu'ils refusent de s'opposer à Vigipirate et plus largement à la terreur raciste contre les travailleurs et les jeunes d'origine nord-africaine, qui sont en France aujourd'hui le bouc émissaire favori pour tous les maux de cette société capitaliste. Du PS au PCF et aux pseudo-trotskyistes du PT, de la LCR et de LO, ils acceptent tous le cadre de la « République », c'est-à-dire de l'Etat bourgeois français raciste qui a fait la guerre d'Algérie et qui cherche encore à se venger de sa défaite de 1962 dans la lutte de libération nationale algérienne.

La lutte contre le racisme est centrale pour l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière, dont les immigrés et leurs descendants sont une composante stratégique. Nous intervenons dans les mobilisations antiracistes et dans les grèves, en défense des couches les plus vulnérables de la classe ouvrière et pour forger son unité en lutte contre toutes les formes de division raciste poussées par la bourgeoisie. Mais en même temps nous insistons que le racisme est inhérent au capitalisme. Pour l'éradiquer il faut non seulement lutter contre le gouvernement Chirac-Sarkozy et s'opposer aux plans pour un nouveau « front populaire » du PS, du PCF et de la LCR, il faut lutter pour une révolution ouvrière. C'est la perspective que nous voulons tracer, et nous voulons construire le parti ouvrier multiethnique révolutionnaire qui pourra mener la classe ouvrière à la victoire. ■

Chine...

Suite de la page 4

ouvrière spontanée réprimée dans un bain de sang par des unités de l'armée loyales au régime.

La révolution sociale perdue dans les rapports de propriété, et dans la conscience des masses laborieuses. Les trotskystes sont pour la défense militaire inconditionnelle d'un Etat ouvrier déformé ou dégénéré, afin d'empêcher qu'il subisse une défaite militaire face à une puissance capitaliste, parce que ces Etats sont basés sur la propriété collectivisée. Simultanément, nous appelons à une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie réactionnaire dont la politique sape la défense de l'Etat ouvrier et qui a amené la Chine au bord d'une contre-révolution capitaliste interne. A la place de l'autocratie bureaucratique, il faut créer des soviets (conseils ouvriers), organisations directes des ouvriers, des soldats et des paysans, et instruments qui leur permettront d'organiser et d'administrer leur propre Etat, dans tous les domaines.

C'est la tâche historique la plus fondamentale du prolétariat chinois. Ce qu'il faut pour l'accomplir, c'est construire un parti léniniste-trotskyiste. Ce parti fera le lien entre la lutte des ouvriers dans les entreprises d'Etat et de ceux des entreprises privées, avec les luttes des ouvriers migrants, des paysans pauvres et des femmes, et il luttera contre le chauvinisme han. La Ligue communiste internationale est déterminée à apporter ce programme marxiste aux ouvriers et aux travailleurs ruraux chinois.

Kakehashi contre Trotsky

Depuis une dizaine d'années, le groupe Kakehashi débat publiquement de la question de la Chine dans son journal : est-ce encore d'une manière ou d'une autre un Etat ouvrier, ou le capitalisme a-t-il été restauré ? Les militants de Kakehashi ne sont peut-être pas d'accord sur la nature de classe de la Chine, mais dans les faits leur parti s'est rangé aux côtés de forces restaurationnistes – depuis le Parti démocratique de Chine, une organisation procapitaliste, jusqu'au dalaï-lama soutenu par la CIA. En 1999, Kakehashi a organisé dans les rues de Tokyo une marche contre la visite au Japon de l'ex-Premier ministre chinois Jiang Zemin, une protestation qui ne pouvait pas manquer de séduire certains chauvins japonais anti-chinois. Le débat dans Kakehashi a

été précédé et guidé par un rejet officiel de son propre programme – que cette organisation considérait comme trotskyste – et une négation de la conception marxiste d'une société de classes :

« Avec la destruction de l'Union soviétique et du bloc de l'Europe de l'Est, il s'est produit un changement fondamental de situation dans la structure du mouvement révolutionnaire international, et notre programme a aussi besoin d'être changé [...]. Penser en termes de "classes" figées [...] doit de façon décisive être considéré comme une méthodologie du passé. »

– Sekai Kakumei, 30 octobre 1995 (Sekai Kakumei est l'ancien nom de Kakehashi)

L'été 2004, Shin Jidai Sha, la maison d'édition de Kakehashi, a publié une brochure intitulée « La "Chine capitaliste" en ébullition ; va-t-elle réussir un atterrissage en douceur en devenant une "puissance impérialiste" normale ? » Le postulat de base de cette brochure était : l'analyse trotskyste de la bureaucratie est démodée, et la période de la « révolution politique antibureaucratique est révolue ». Après une discussion avec ses camarades de Hongkong, le groupe Pioneers, Kakehashi s'est convaincu que sous le régime du Parti communiste, la bureaucratie chinoise a restauré le capitalisme pendant les années 1990, un processus qui, selon Kakehashi, a pris un certain temps. Les ouvriers chinois ont pris conscience du danger de restauration du capitalisme au milieu des années 1990. Mais à cette époque, les ouvriers avaient perdu le contrôle de la production, et ont été par conséquent incapables d'opposer la moindre résistance ; autrement dit, il était trop tard. De plus, Kakehashi cite trois raisons principales de la contre-révolution capitaliste : pendant les années 1990, la bureaucratie a commencé le processus d'« accumulation primitive du capital » ; les capitalistes ont été autorisés à adhérer au Parti communiste ; et la Constitution a été amendée pour garantir la protection de la propriété privée. Aujourd'hui, selon Kakehashi, le Parti communiste chinois est un parti politique procapitaliste du peuple, et ce qu'il faut maintenant en Chine, c'est une révolution socialiste.

Plus loin, nous expliquerons pourquoi la position de Kakehashi n'a rien à voir avec le marxisme, et est en fait profondément social-démocrate. Pour l'instant, nous noterons que deux des raisons qu'il mentionne pour justifier que la Chine serait devenue capitaliste au siècle dernier se sont en réalité produites au cours du siècle actuel. C'est en 2002 que



World Journal

Shenzhen, octobre 2004 : des ouvrières de Computime, une joint-venture entre Hongkong et la Chine continentale, protestent contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail.

le Parti communiste a officiellement reconnu que certains de ses membres étaient depuis de nombreuses années des capitalistes. Et l'année dernière, à la conférence du parti de mars 2004, la Constitution a été amendée pour reconnaître la propriété privée.

Ce n'est pas telle ou telle résolution adoptée par la bureaucratie, même si celles-ci représentent une évolution inquiétante, qui déterminent où va la Chine, mais le conflit social. Fonder ses conclusions quant au caractère de classe de l'Etat ouvrier déformé chinois exclusivement sur les actions de la bureaucratie relègue la classe ouvrière au rôle de simple jouet passif de la bureaucratie ou de l'impérialisme. Ce que fait Kakehashi, c'est rayer de la carte le prolétariat chinois comme acteur à part entière de la bataille contre la contre-révolution capitaliste.

Mais Kakehashi et Pioneers pensent vraiment que c'était la bureaucratie stalinienne chinoise qui amènerait le socialisme en Chine. Sous l'intertitre « Abandon de la lutte vers le socialisme », un représentant de Pioneers écrit : « En 1979, après l'arrivée au pouvoir de Deng, l'étape de l'« économie planifiée » est passée à l'« économie socialiste de marché » (lire : changée en « capitalisme »). La perspective socialiste a été complètement abandonnée » (*Kakehashi*, 21 mars). Mais la bureaucratie, de Mao à Hu Jintao, n'a jamais eu de « perspective socialiste » et n'en a pas aujourd'hui. Jusqu'en 1946 Mao cherchait toujours à constituer un gouvernement de coalition avec le régime nationaliste bourgeois du Guomindang de Chiang Kai-shek. Après la révolution, Mao chercha à transformer le pays pauvre qu'était la Chine en puissance mondiale « socialiste » grâce à l'autarcie économique, dans le cadre d'une économie bureaucratiquement centralisée basée sur le dogme antimarxiste du « socialisme dans un seul pays ». Cette perspective nationaliste contenait les germes de la mise en œuvre par la bureaucratie des « réformes de marché » de l'époque Deng, baptisées « socialisme avec des caractéristiques chinoises ». C'est sous Mao que la Chine a consommé son alliance avec l'impérialisme US pendant la guerre du Vietnam, et a trahi les luttes révolutionnaires, de l'Indonésie à l'Afrique. Elle a contribué à la victoire de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique en soutenant, par exemple, les *moudjahidins* afghans parrainés par la CIA contre l'Armée rouge soviétique. La bureaucratie continue à préserver la propriété d'Etat, non pas parce qu'elle s'identifie subjectivement avec le socialisme, mais, comme l'écrivait Trotsky, « seulement dans la mesure où elle craint le prolétariat ».

Comment une contre-révolution bourgeoise graduelle,

s'étendant sur plus d'une décennie, est-elle possible ? De vrais trotskystes n'auraient pas laissé se produire une telle défaite historique sans la combattre – ou même en ne la remarquant qu'au bout de plusieurs années. Trotsky n'a pas vécu assez longtemps pour voir le capitalisme restauré en Union soviétique, et son pronostic sur le déroulement de cette restauration – par la guerre civile – ne s'est pas vérifié. Mais les militants de Kakehashi ont vécu les destructions contre-révolutionnaires de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est, et il savent qu'elles n'ont rien eu de graduel.

L'implosion économique et sociale sans précédent qui s'est produite dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est est la vraie mesure du caractère historiquement progressiste de l'économie planifiée et collectivisée, malgré les déformations bureaucratiques. La prédiction de Trotsky quant à quoi ressemblerait la restauration du capitalisme était correcte. Les lois du capitalisme ont provoqué un effondrement économique total et des conflits nationalistes fratricides tous azimuts. L'espérance de vie a chuté de façon spectaculaire, tombant à 57 ans et demi pour les hommes russes. En fait, pendant les six premières années après la contre-révolution en Union soviétique, le nombre de décès a dépassé celui des naissances. La malnutrition est devenue la norme chez les enfants d'âge scolaire. Les infrastructures de production, de technologie, de science, de transports, de chauffage et de traitement des eaux usées se sont désintégrées. Le produit national brut a chuté de plus de 80 % entre 1991 et 1997.

Voilà la réalité de la contre-révolution capitaliste. L'ex-Union soviétique était une puissance industrielle et militaire mondiale. Et parce que la Chine est très loin derrière là où l'Union soviétique en était arrivée économiquement, la restauration capitaliste dans ce pays serait bien pire. Elle conduirait à une paupérisation générale de la population, et non seulement provoquerait l'effondrement de l'économie, mais apporterait aussi le danger d'un éclatement du pays et d'un chaos politique sanglant. En outre, parce que l'économie chinoise est assez intégrée à l'économie mondiale, les travailleurs des quatre coins du monde subirait des conséquences funestes. L'alliance actuelle Japon-USA contre la Chine pourrait se disloquer, les différents fauves impérialistes affamés se disputant la proie.

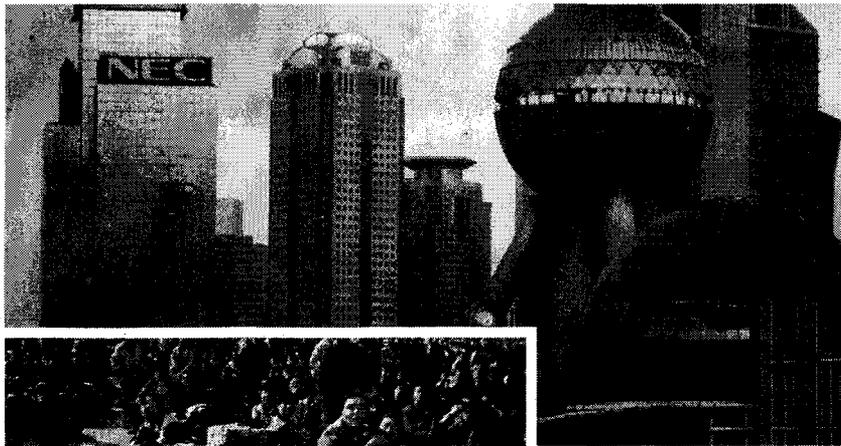
Le capitalisme est un frein au développement, pas un accélérateur

Le programme révolutionnaire marxiste n'est pas basé sur une aversion morale contre la guerre, l'oppression sociale,



AFP

A gauche : la contre-révolution capitaliste d'Eltsine, en 1991, a plongé les Soviétiques dans la misère. En haut : manifestation de retraités en janvier 2005 contre la suppression des avantages sociaux de l'époque soviétique.



Robert Haidinger



AFP

Tape-à-l'œil et pauvreté : des immeubles de bureaux flambant neufs dans la zone économique spéciale de Pudong, à Shanghai ; des ouvriers migrants s'entassent à la gare de Guangzhou.

l'exploitation de classe et l'inégalité. Il est basé sur le fait objectif que le capitalisme entrave le développement des forces productives et doit être supplanté par un système économique supérieur, qui éliminera la base de tous les maux inhérents à la société capitaliste.

Kakehashi situe la contre-révolution en Chine dans la période même où la Chine a connu son taux de croissance le plus élevé, et où elle a été secouée par des luttes ouvrières et des émeutes paysannes. Ces cinq dernières années, du nord-est jusqu'à la côte et au cœur du pays, les ouvriers ont manifesté pour défendre la propriété collectivisée, qu'ils considéraient comme leur bien. Seuls des gens complètement aveuglés par leur propre défaitisme ont pu passer à côté de cela.

Depuis une vingtaine d'années, le taux de croissance de l'économie chinoise se situe entre 7 et 9 % par an, un rythme avec lequel même les grandes puissances impérialistes ne peuvent rivaliser. Entre 1998 et 2001, la part des dépenses gouvernementales dans le produit intérieur brut est passée de 12 à 20 %. Le poste le plus important des dépenses gouvernementales, et celui qui augmente le plus vite, se situe dans les investissements au niveau des infrastructures, qui se sont accrus de 81 % ces trois dernières années. En outre, ceci s'est produit à un moment où le monde capitaliste tout entier s'adonnait à l'austérité budgétaire. La Chine a traversé avec succès la crise financière et économique asiatique de 1997-1998, puis la récession générale du monde capitaliste. Si la Chine est capitaliste, et si son économie s'est développée sans contractions cycliques (lesquelles sont inhérentes au capitalisme), ceci contredirait la conception léniniste fondamentale que nous vivons à l'ère de la réaction et de la décadence capitalistes. S'il existe aujourd'hui un système capitaliste qui garantit la croissance rapide et ininterrompue des forces productives, ceci remet en question la nécessité et le caractère progressiste de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes ainsi que du pouvoir ouvrier.

La direction du PCC présente officiellement la Chine comme une « économie socialiste de marché ». Ce sont les aspects « socialistes » (autrement dit collectivistes) qui sont responsables de l'évolution économique positive ces derniè-

res années en Chine. Et ce sont les aspects de marché de l'économie chinoise qui sont responsables des évolutions négatives – le fossé sans cesse croissant entre les riches et les pauvres, la paupérisation d'une part toujours plus importante de la population, les dizaines de millions d'ouvriers licenciés par les entreprises d'Etat, et dans les villes l'armée de migrants misérables qui ne peuvent plus gagner leur vie dans les campagnes.

Aujourd'hui en Chine, les éléments collectivisés qui constituent le cœur de l'économie continuent à être dominants, bien que pas d'une manière stable et cohérente. En 2003, les entreprises d'Etat et celles contrôlées par le parti (sociétés par actions) employaient la moitié des 750 millions d'ouvriers chinois, et représentaient 57 % du produit industriel brut (*McKinsey Quarterly*, 2004). Mais cette simple statistique masque le caractère stratégique de l'industrie d'Etat.

Le secteur privé (y compris les entreprises étrangères) est principalement constitué d'industries légères produisant des produits manufacturés à forte intensité de main-

d'œuvre. L'industrie lourde, les secteurs de haute technologie et la production d'armements modernes sont essentiellement concentrés dans les entreprises d'Etat. Ce sont ces entreprises qui ont permis à la Chine d'envoyer un homme dans l'espace. Bien plus important, c'est l'industrie d'Etat qui a permis à la Chine de construire un arsenal d'armes nucléaires et de missiles à longue portée pour contrer la menace impérialiste d'une première frappe nucléaire.

Toutes les grandes banques chinoises sont étatisées. La presque totalité de l'épargne des ménages – estimée à mille milliards de dollars – est déposée dans les quatre principales banques commerciales d'Etat. Le contrôle du système financier par le gouvernement a été un élément clé pour préserver et accroître la production dans l'industrie d'Etat, et de façon générale pour le développement du secteur d'Etat. Le maintien dans le giron de l'Etat du système financier a jusqu'à présent permis au régime de Pékin de contrôler effectivement, bien que pas totalement, les flux de capitaux financiers en entrée et en sortie de la Chine continentale. La monnaie chinoise n'est pas librement convertible ; elle n'est pas échangée (légalement) sur les marchés internationaux des devises. La convertibilité restreinte du yuan a protégé la Chine des mouvements volatiles des capitaux à court terme qui dévastent périodiquement les économies des pays néocoloniaux du tiers-monde, de l'Amérique latine à l'Extrême-Orient. En outre, le régime de Pékin maintient le yuan à un niveau de plus en plus sous-évalué (selon les critères du « marché libre »), au grand déplaisir des capitalistes américains, japonais et européens. Ce sont précisément les éléments collectivistes au cœur de l'économie chinoise que les forces de l'impérialisme mondial veulent éliminer et démanteler. Leur but ultime est de transformer la Chine en atelier géant sous le joug néocolonial.

L'arme principale à la disposition d'un Etat ouvrier nationalement isolé et relativement arriéré économiquement contre l'intervention des produits bon marché est le monopole d'Etat du commerce extérieur, c'est-à-dire le strict contrôle des importations et des exportations par le gouvernement. L'abandon par la bureaucratie de Pékin du strict

monopole d'Etat du commerce extérieur contribue à faciliter les plans impérialistes. Malgré sa rapide croissance ces dernières années, l'économie chinoise est arriérée même par rapport aux puissances capitalistes-impérialistes les plus faibles. Les exportations chinoises continuent à progresser à un rythme record, mais elles sont en grande partie constituées de produits de l'industrie légère fabriqués avec des bas salaires et de faible valeur, et de produits de consommation comme les vêtements, les jouets et l'électroménager. L'accroissement de la production industrielle chinoise entre 1993 et 2002 - de 480 à 1 300 milliards de dollars - a été presque totalement compensé par l'accroissement des achats bruts de produits industriels, c'est-à-dire de machines-outils et de biens d'équipement. La réponse ultime à l'arriération économique de la Chine et la seule voie vers une société socialiste, c'est-à-dire une société égalitaire sans classes, est la révolution socialiste mondiale et l'intégration de la Chine dans une économie planifiée internationale.

« Accumulation primitive du capital »

D'après Kakehashi, pendant les années 1990 les bureaucrates qui étaient devenus managers des entreprises privatisées ont empêché les profits, se sont enrichis en achetant et en vendant des actions, aussi en achetant et en vendant les droits d'usage des terres agricoles, et licencient maintenant les ouvriers. En s'efforçant de parer ses appétits politiques d'un vernis marxiste, Kakehashi qualifie ce processus d'« accumulation primitive du capital ».

A une échelle beaucoup plus réduite, la situation décrite par Kakehashi est similaire à celle de la bureaucratie de plusieurs syndicats japonais. Prenez par exemple Jichiro [le syndicat des fonctionnaires]. Les dirigeants traités de ce syndicat d'un million de membres accaparent les cotisations que leurs adhérents versent chaque mois et s'enrichissent. Ils ont créé des « filiales » du syndicat dont les profits ne reviennent pas au syndicat pour améliorer les conditions de vie des adhérents ou préparer les futures batailles de classe contre le gouvernement. Une partie des profits va dans les poches de la bureaucratie syndicale. De plus, c'est la bureaucratie qui supervise la gestion des filiales, qui contrôle la production,

qui licencie et renvoie les ouvriers. Kakehashi va-t-il argumenter maintenant que Jichiro est une organisation capitaliste et pas un vrai syndicat ? Que ce syndicat, dont la direction est complètement procapitaliste, ne devrait pas être défendu contre le gouvernement ?

Ce que font les bureaucrates en Chine est certainement criminel du point de vue des travailleurs, mais ce n'est pas ce que Marx entendait par « accumulation primitive du capital ». Quand Marx parlait d'accumulation primitive du capital, il faisait référence à la phase initiale du développement capitaliste en Europe de l'Ouest, à l'époque où le surplus économique massif approprié par la bourgeoisie ne provenait pas encore du travail salarié mais de la paysannerie et du travail des esclaves dans les colonies. Cette richesse a été ensuite transformée en capital et utilisée pour le financement initial de l'industrialisation européenne (voir *le Capital* et *Théories sur la plus-value*). Pour appréhender ce que Marx entendait par accumulation primitive du capital, pensez à l'impôt foncier de 1873, institué au début de la période Meiji [au Japon]. A cette époque, les dirigeants Meiji ont maintenu un niveau exceptionnellement élevé d'exploitation de la paysannerie, et ont utilisé le surplus économique ainsi dégagé pour la construction accélérée d'un complexe militaro-industriel.

Dans la mesure où le surplus économique que s'approprie le bureaucrate-devenu-entrepreneur chinois est utilisé pour sa consommation ou sa spéculation personnelle, par exemple dans l'immobilier, c'est l'antithèse de l'accumulation du capital. C'est plutôt le gaspillage des richesses productives de la société, une forme de parasitisme social. En Chine, depuis une vingtaine d'années, une large part de l'industrie d'Etat - aussi bien en termes de nombre d'entreprises, de main-d'œuvre employée ou de volume de production - a été privatisée. La plupart des petites entreprises ont été tout simplement vendues à des individus, généralement aux cadres qui les dirigeaient. Quant aux entreprises de plus grande taille, elles ont été « privatisées » grâce à un système d'actionnariat. Quand, il y a environ une dizaine d'années, la Chine a ouvert sa première Bourse des valeurs, la plupart des médias bourgeois ont salué cet événement comme une preuve que la Chine « communiste » avait fait un pas décisif sur la voie du capitalisme. Mais que s'est-il réellement passé ?

Sur les 1 253 sociétés cotées dans les deux principales bourses chinoises, le gouvernement détient soit une majorité des actions, soit une forte participation minoritaire. Mais même dans ce dernier cas, celles-ci restent de fait contrôlées par le gouvernement, parce que le PCC conserve le monopole du pouvoir politique. D'après le *Financial Times* du 28 mars, « Seul un tiers des actions émises par les sociétés cotées constitue le capital flottant négociable en Bourse. Le reste est pour l'essentiel la propriété directe de l'Etat ou de ses sociétés [...]. L'autorisation d'introduire une société en Bourse est donnée d'abord et avant tout aux sociétés d'Etat, ce qui prive les entreprises privées de financements facilement accessibles. » Il n'y a pas de démocratie ouvrière en Chine - mais il n'y a pas non plus de démocratie des actionnaires. Les actionnaires des sociétés chinoises n'ont pas

Spartacist n° 7 en chinois

Le stalinisme : fossoyeur de la révolution
Comment l'Etat ouvrier soviétique
a été étranglé

Révolution socialiste pour balayer
la contre-révolution d'Eltzine !
(Novembre 1992)

Pour la planification centralisée
basée sur la démocratie des soviets !
(Juin 1988)

A bas l'alliance
contre-révolutionnaire USA/Japon !
Défense des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen !
Déclaration commune du Groupe spartaciste du Japon
et de la Spartacist League/U.S. (Mars 2005)

Commande : L.B., BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Prix : 1 EUR





October Review

22 avril 1989 : les ouvriers rejoignent les manifestations étudiantes à Pékin dans les premiers jours du soulèvement de Tiananmen. Sur la banderole : « Nous, les ouvriers, avons le pouvoir. »

de droits de propriété au sens capitaliste. Ils ont le droit aux revenus de leurs actifs financiers, et ils peuvent vendre leurs actions. Mais ils ne peuvent pas déterminer, ni même influencer, la gestion et la politique des entreprises. Celles-ci sont déterminées par des pressions politiques et économiques diverses et souvent conflictuelles.

Des capitalistes dans un parti communiste

Depuis l'introduction des « réformes » orientées vers le marché par le régime de Deng, au début des années 1980, l'opinion bourgeoise et certains militants de gauche soutiennent que le Parti communiste lui-même est en train de restaurer progressivement le capitalisme en Chine, tout en maintenant fermement son emprise sur le pouvoir politique. Cette position a été annoncée haut et fort en 2002, quand le 16^e Congrès du PCC a légitimé l'adhésion d'entrepreneurs capitalistes au parti. En fait, ce congrès n'a pas introduit de changement significatif ni dans la composition sociale du PCC, qui a 66 millions de membres, ni dans son idéologie fonctionnelle. D'après un recensement officiel, sur les deux millions de propriétaires d'une affaire privée que compte la Chine, 600 000 sont membres du parti ou l'ont été à un moment ou un autre. Parmi ceux-ci, une écrasante majorité est composée de cadres d'entreprise membres de longue date du PCC, qui avaient pris possession, ces dernières années, des petites entreprises d'Etat qu'ils dirigeaient au moment de leur privatisation.

Kakehashi affirme que « Le Parti communiste chinois est officiellement devenu un parti politique procapitaliste du peuple, et sous le régime de parti unique du Parti communiste, l'Etat chinois est officiellement devenu un Etat bourgeois. » Il est probable que beaucoup de gens dans la bureaucratie aspirent à une place dans la classe dirigeante d'une Chine capitaliste pour eux-mêmes et leurs enfants. Mais ceci nécessiterait une contre-révolution sociale qui détruirait l'Etat ouvrier et créerait un nouvel Etat bourgeois. En Europe de l'Est et en Union soviétique, la bureaucratie, en tant que caste, ne s'est pas transformée en classe capitaliste. Elle s'est désintégrée, ainsi que ses instruments politiques, les partis communistes au pouvoir. Différents éléments de la bureaucratie se sont ensuite regroupés en factions politiques

hostiles, et dans de nombreux cas se sont unis avec d'anciens « dissidents » anticommunistes qu'ils avaient auparavant réprimés. Les nouvelles classes capitalistes en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique dérivent, avec des poids différents dans les différents pays, d'éléments de la bureaucratie et aussi de l'intelligentsia, dont beaucoup n'étaient pas des privilégiés, du moins économiquement. Une contre-révolution capitaliste en Chine s'accompagnerait de l'effondrement du bonapartisme stalinien et de l'éclatement politique du Parti communiste au pouvoir.

Les taux de croissance économique élevés que la Chine a connus ces dernières années ont engendré une forme de triomphalisme chez la direction du PCC, ses cadres et l'intelligentsia qui lui est affiliée. L'état d'esprit est certainement différent chez les millions d'ouvriers licenciés des entreprises d'Etat, les migrants misérables venant des campagnes et les paysans pauvres qui survivent péniblement en s'échignant à cultiver de minuscules lopins de terre avec un matériel rudimentaire. Hu et ses acolytes sont en proie à une folie des grandeurs qui dépasse même les élucubrations les plus fumeuses du président Mao.

Les dirigeants actuels du PCC croient qu'ils peuvent moderniser la Chine, la transformer en grande puissance mondiale – et même en faire la superpuissance planétaire du XXI^e siècle – au moyen d'une intégration toujours plus poussée à l'économie capitaliste mondiale. Ils croient vraiment qu'ils peuvent contrôler et manipuler la Citybank, la Banque de Tokyo-Mitsubishi et la Deutsche Bank, pour qu'elles les aident à développer la Chine, de sorte qu'en une génération ou deux elle dépassera les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. Ils se croient en train de transformer la Chine en superpuissance mondiale, alors qu'ils aident à la ramener à l'asservissement impérialiste débridé de l'époque pré-révolutionnaire.

Des amendements constitutionnels ne peuvent pas changer la nature de classe d'un Etat

Au cours du Congrès national populaire de 2004, les bureaucrates ont amendé la Constitution chinoise en ces termes : « La propriété privée légalement obtenue des citoyens ne peut pas être violée. » Pour tenter d'apaiser le peuple, le gouvernement chinois annonçait que cet amendement aiderait à empêcher les hauts fonctionnaires de réquisitionner la propriété et les biens privés. Cet amendement est assurément une dangereuse évolution, et une partie des travailleurs chinois le perçoivent comme tel. Il avait été proposé deux ans auparavant, au 16^e Congrès, et avait provoqué une assez vive réaction de la population.

Cet amendement est l'une des raisons invoquées par Kakehashi pour décréter que le capitalisme a été restauré en Chine. Essayant malhonnêtement de se donner une couverture trotskyste orthodoxe, Kakehashi cite même *la Révolution trahie* de Trotsky. Cela était malhonnête car le chapitre de *la Révolution trahie* qui suit immédiatement la citation utilisée est consacré à la Constitution soviétique de 1936, qui incluait le droit d'hériter et la « garantie de la propriété personnelle ». Trotsky savait que cette nouvelle clause de la Constitution serait utilisée au bénéfice des bureaucrates, et non des masses laborieuses soviétiques :

« [...] la loi qui protège l'isba, la vache et le sommaire mobilier du paysan, de l'ouvrier, de l'employé, légalise l'hôtel particulier du bureaucrate, sa villa, son auto et les autres "articles de consommation personnelle ou commodités" qu'il s'est

appropriés grâce au principe socialiste : « de chacun selon ses forces, à chacun selon son travail ». Et l'auto du bureaucrate sera mieux défendue, n'en doutons pas, par la loi fondamentale, que la charrette du paysan. »

Trotsky expliquait ensuite que « Consacrant l'absolutisme "hors classe", la nouvelle Constitution crée les conditions politiques de la renaissance d'une nouvelle classe possédante. » Mais il écrivait aussi :

« Si ces rapports, encore tout à fait récents, se stabilisaient, se légalisaient, devenaient normaux sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, ils finiraient par la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne. *Mais cette hypothèse est encore prématurée. Le prolétariat n'a pas encore dit son dernier mot.* » [souligné par nous]

Le nouvel amendement est un reflet d'une réalité qui existe déjà. La propriété privée existe en Chine depuis des années. L'héritage existe depuis 1982. Avec cet amendement, la bureaucratie essaie d'assurer ses privilèges en reconnaissant légalement la propriété privée et le droit d'hériter. Fin novembre 2003, il y avait 2,97 millions de sociétés privées, avec des capitaux de plus de 40,5 milliards de dollars (site web de l'ambassade chinoise). Cela donne l'impression d'une énorme somme, mais cela représente en moyenne 13 636 dollars par société. La plupart des ouvriers japonais ont plusieurs fois cette somme sur leur livret d'épargne retraite.

La propriété privée en Chine est aussi instable que la bureaucratie elle-même. La propriété privée et les capitalistes existent en Chine aujourd'hui dans la mesure où la bureaucratie, agissant sous les pressions d'une part de l'impérialisme, de l'autre du prolétariat, les autorise à exister. L'« inviolabilité » de la propriété privée sera décidée non par la Constitution, mais par les conflits sociaux. Il est possible que la propriété privée « inviolable » sera violée par la bureaucratie sous l'impact des luttes prolétariennes et/ou des menaces contre-révolutionnaires ouvertes des impérialistes et de la bourgeoisie ou, plus fondamentalement, par une classe ouvrière ascendante en lutte pour le pouvoir politique.

Ceux qui argumentent que la Chine est capitaliste doivent rejeter un ou plusieurs éléments fondamentaux du marxisme classique, généralement la théorie de l'Etat. Si un Etat ouvrier, aussi déformé soit-il, peut devenir un Etat capitaliste par un amendement constitutionnel, comme le prétend Kakehashi, alors logiquement l'inverse doit aussi être vrai. Autrement dit, un Etat capitaliste, comme le Japon, pourrait être transformé en Etat ouvrier en procédant à des changements dans la Constitution japonaise. Ceci signifierait qu'il n'y aurait pas besoin d'une révolution ouvrière qui détruit l'appareil d'Etat capitaliste – la police, les tribunaux, l'armée –, exproprie les *zaibatsu* et les autres capitalistes, et crée les organes du pouvoir ouvrier. Par conséquent, il n'y aurait pas besoin d'un parti similaire à celui que Lénine et Trotsky avaient construit, capable de diriger le prolétariat. C'est la position historique de la social-démocratie, dans laquelle Kakehashi peut aujourd'hui être totalement le bienvenu, maintenant qu'il a abandonné ses dernières prétensions au trotskysme.

Le combat pour le trotskysme authentique

Depuis quarante ans, la LCI dénonce les imposteurs qui se font passer pour trotskystes alors qu'ils abandonnent toutes les positions de principe que Trotsky défendait, et avant tout le combat pour une avant-garde trotskyste indépendante. Ceux qui ont applaudi les forces de la contre-révolution anticommuniste portent une part de responsabilité

dans la liquidation des acquis pour lesquels la classe ouvrière avait dû lutter avec tant d'acharnement. Ils se sont révélés être ce qu'ils sont : non pas des trotskystes, mais des traîtres à la révolution d'Octobre.

L'organisation internationale à laquelle appartient Kakehashi, le Secrétariat unifié (SU), a soutenu tous les mouvements contre-révolutionnaires et nationalistes en URSS et en Europe de l'Est. Il a applaudi les cléricaux-nationalistes polonais de *Solidarność* comme un modèle de mouvement ouvrier révolutionnaire. Le SU a acclamé la frange fascisante des mouvements nationalistes baltes, qui cherchaient la restauration capitaliste sous couvert d'« indépendance ». Un champ de bataille clé de la contre-révolution capitaliste a été le combat pour l'Allemagne de l'Est (RDA) en 1989-1990. L'enjeu immédiat était : soit une révolution politique prolétarienne, en liaison avec une révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest, soit la réunification capitaliste renforçant un Quatrième Reich impérialiste. A ce tournant critique, le SU était politiquement paralysé. Ses militants ne pouvaient pas se mettre d'accord pour savoir si la réunification capitaliste devait être accueillie avec du champagne ou de l'aspirine. Au contraire, nous avons jeté toutes nos forces dans la bataille pour une révolution politique prolétarienne en RDA avant qu'il soit trop tard, car c'était la seule manière de défendre les conquêtes anticapitalistes du prolétariat mondial, de Berlin à Pékin. Nous avons perdu, mais les leçons de cette bataille seront importantes pour les futures luttes du prolétariat international.

L'événement central de la contre-révolution russe a été le « contre-coup d'Etat » d'Eltsine, en août 1991, contre l'inepte « coup d'Etat de la perestroïka » des *has-been* staliniens du « comité pour l'état d'urgence ». La consolidation de la tentative de prise du pouvoir d'Eltsine, au nom de la « démocratie », en l'absence de résistance de masse aux menées de la contre-révolution capitaliste de la part d'une classe ouvrière atomisée et démoralisée par des décennies de pouvoir stalinien, a signifié la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Sur cette question, le SU était uni : ses membres étaient les premiers sur les barricades de la contre-révolution. L'organisation japonaise du SU est allée jusqu'à soutenir la purge anticommuniste dirigée contre l'ex-Parti communiste. « Le PCUS devait être démantelé et doit être démantelé, ce qui est le point de départ de luttes pour établir une démocratie politique minimale » (*Sekai Kakumei*, 16 septembre 1991).

Le sort de la République populaire de Chine – révolution politique prolétarienne ou contre-révolution capitaliste – est d'une immense importance pour la classe ouvrière du monde entier. Les ouvriers et les paysans chinois ont mené de nombreuses luttes au cours des dix dernières années, mais ils sont atomisés, sans une direction qui ait comme perspective de renverser le pouvoir politique des bureaucrates et de remettre le pouvoir aux mains de soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans. Un parti trotskyste international coordonnera et dirigera les luttes ouvrières spontanées et locales ; il établira aussi un lien entre la lutte contre la bureaucratie corrompue en Chine et celles des ouvriers nord-coréens et vietnamiens contre leurs dirigeants staliniens. Un tel parti travaillera de concert avec ses camarades du Japon en lutte pour une révolution ouvrière, et avec les luttes de classe des ouvriers combattifs des Philippines et de Corée du Sud contre leurs bourgeoisies. Seule une révolution socialiste dans la métropole impérialiste qu'est le Japon pourra jeter les bases du développement d'une Asie socialiste. ■

Ghetto de Gaza...

Suite de la page 24

ce que le reporter décrivait comme « le langage des espoirs réduits » : « Si Dieu le veut, nous espérons que tout ira pour le mieux, pour nous et pour eux. Nous demandons seulement aux Nations Unies et à l'UNRWA [Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens] de nous construire une canalisation d'égout » (*Middle East Report* en ligne, 19 mai).

Il est nécessaire d'exiger le retrait complet et inconditionnel de tous les soldats et colons israéliens de tous les Territoires occupés, y compris Jérusalem-Est et le plateau du Golan, ainsi que le démantèlement immédiat de toutes les fortifications anti-arabes – y compris les points de contrôle de l'armée, les murs, les barrières et le réseau d'autoroutes basé sur l'apartheid. N'en déplaise au WWP et aux nationalistes palestiniens, il est totalement ridicule de croire que le « dés-engagement » actuel de Gaza conduira à un Etat palestinien incluant la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Sharon l'a clairement signifié en engageant un programme massif de construction de nouvelles colonies en Cisjordanie au moment même où l'évacuation de Gaza était en cours.

Même si les Palestiniens réussissaient à créer sur ces territoires un mini-Etat – économiquement non viable et sous suzeraineté israélienne – cela serait loin d'être la concrétisation de l'autodétermination palestinienne. Une véritable autodétermination pour le peuple palestinien est impossible sans le démantèlement à la fois de l'Etat sioniste d'Israël, dont l'existence même présuppose l'oppression du peuple palestinien, et du royaume hachémite de Jordanie, dont la population est à environ 60 % palestinienne.

Contrairement à tous les chantages « de gauche » du nationalisme arabe, nous avons toujours insisté que l'émancipation nationale des Palestiniens ne devait pas se réaliser aux dépens du droit à l'existence nationale du peuple de langue hébraïque. Etant donné l'interpénétration des populations de langue hébraïque et arabe palestinienne – deux peuples revendiquant le même territoire – la seule voie pour aboutir à une solution juste de la question nationale passe par le renversement révolutionnaire de tous les régimes bourgeois de la région. C'est seulement avec la création d'une économie planifiée dans le cadre d'une fédération socialiste du Proche-Orient que les revendications conflictuelles sur la terre et les ressources en eau pourront être équitablement satisfaites et toutes les langues, religions et cultures placées sur un pied d'égalité.

Le retrait israélien de Gaza et d'une poignée de colonies de Cisjordanie est une caricature de l'accord « Gaza-Jéricho d'abord » qui avait été la première étape des accords « de paix » d'Oslo de 1993, lesquels avaient créé l'Autorité palestinienne. Dans un article intitulé « Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien », nous écrivions que cet accord « n'offre même pas l'expression la plus déformée de l'autodétermination » et « apposerait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps » (*le Bolchévick* n° 125, novembre-décembre 1993). Nous ajoutons :

« Ce marché grotesque sur le dos du peuple palestinien assujéti marque une étape décisive au Proche-Orient. Par son acte, l'OLP permet aux réactionnaires intégristes comme Hamas de se poser comme les seuls à combattre l'occupation sioniste. Le nationalisme arabe petit-bourgeois est apparu comme l'impasse banqueroutière et impuissante qu'il a toujours été. »

Appliqué par le gouvernement travailliste d'Itzhak Rabin, cet accord a conduit directement, dans les années qui ont

suivi, au doublement de la population de colons dans les territoires occupés. Les Palestiniens qui précédemment arrivaient à survivre comme manœuvres sous-payés dans le bâtiment et l'agriculture en Israël étaient maintenant largement cantonnés dans leurs villages soumis à la ségrégation et dans des camps de réfugiés sordides, privés de leur gagne-pain et remplacés par des travailleurs immigrés originaires d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud-Est. Une population qui jadis était parmi les plus instruites et cosmopolites du Proche-Orient est aujourd'hui de plus en plus sous l'emprise de la réaction islamique. Alors que la première intifada, à la fin des années 1980, avait vu naître une pléthore d'organisations de femmes qui remettaient en cause les valeurs traditionnelles, les Palestiniennes, particulièrement à Gaza, sont maintenant de plus en plus souvent contraintes de porter le voile, et beaucoup ont été assassinées dans des « crimes d'honneur ».

Le Hamas manœuvre aujourd'hui pour engranger le maximum de capital politique aux dépens du Fatah, le mouvement de Mahmoud Abbas, successeur de Yasser Arafat, qui est de plus en plus discrédité et méprisé. L'an dernier, les candidats du Hamas ont remporté environ 60 % de tous les sièges dans les élections municipales à Gaza et en Cisjordanie, et dans la ville de Qalqilya, en Cisjordanie, sa liste a remporté la totalité des 15 sièges en jeu, ce qui a été perçu comme « une protestation non seulement contre la légendaire mauvaise gestion des affaires publiques par le Fatah, mais aussi contre son impuissance à empêcher l'encerclement de la ville, de tous les côtés, par le mur d'Israël » (*Middle East Report* en ligne, 21 août). Le Hamas a également l'intention de se présenter aux élections législatives prévues pour janvier prochain.

Les attentats suicide perpétrés par des groupes comme le Hamas contre des civils israéliens innocents – par opposition aux attaques visant l'armée israélienne et les colons, ses auxiliaires armés – sont des actes de terrorisme criminel qui ne font que colmater les fissures dans la société israélienne. Le point de départ pour ceux qui luttent pour la justice sociale et l'émancipation nationale des Palestiniens opprimés doit être qu'Israël, comme les pays arabes voisins, est une société capitaliste avec une division de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ce prolétariat inclut non seulement des Juifs ashkénazes d'origine européenne, mais aussi des Juifs séfarades orientaux plus opprimés, et une minorité arabe palestinienne profondément opprimée.

L'Etat sioniste, intrinsèquement oppressif, doit et peut être détruit de l'intérieur, par une révolution prolétarienne qui unira les travailleurs palestiniens et ceux de langue hébraïque contre l'ennemi de classe commun. Pour en arriver là, il faudra probablement la victoire préalable de la révolution socialiste ailleurs dans le monde, sous l'étendard de l'internationalisme prolétarien. Mais pour que la classe ouvrière hébraïque puisse lutter pour sa propre libération de l'exploitation capitaliste, elle doit prendre fait et cause pour les droits nationaux du peuple palestinien. De leur côté, les masses laborieuses arabes ne seront pas gagnées à une perspective de révolution prolétarienne si on ne les arrache pas à l'emprise du nationalisme arabe et de l'antisémitisme. Il est absolument indispensable de forger des partis marxistes révolutionnaires dans tout le Proche-Orient, des partis trempés dans la lutte la plus intransigeante non seulement contre la réaction intégriste de toutes couleurs religieuses, mais même aussi contre les variantes les plus laïques ou « progressistes » du nationalisme. Il n'y a pas d'autre voie. **Défense du peuple palestinien ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !** ■

Soldats et colons israéliens, hors de tous les territoires occupés !

Les sionistes quittent le ghetto de Gaza

Traduit de Workers Vanguard, notre journal américain.

28 août – Le 4 août, juste avant l'évacuation des colons de Gaza orchestrée par Ariel Sharon, un partisan ultra-chauvin des colons ouvrait le feu dans un bus rempli d'Arabes dans le nord d'Israël, faisant quatre morts et plusieurs blessés. Deux semaines plus tard, un colon de Cisjordanie perpétrait un carnage, en y assassinant quatre Palestiniens. La semaine dernière, les forces israéliennes ont perpétré un autre massacre dans le camp de réfugiés de Tulkarem, en Cisjordanie, assassinant cinq personnes accusées d'être des militants palestiniens. Gaza est toujours entourée par une clôture électrifiée, la Cisjordanie est découpée par un mur de ghetto et quadrillée de points de contrôle de l'armée et de routes militarisées réservées aux Juifs. La population palestinienne des territoires occupés est hantée par la faim, la misère et le désespoir. C'est le vrai visage du « désengagement » tant vanté de l'Etat sioniste d'Israël.

La situation actuelle est l'aboutissement de décennies de vols de terres par les sionistes, facilités par la perfidie des dirigeants nationalistes du peuple palestinien. En 1971, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) s'était déclarée opposée à l'acceptation d'un Etat palestinien sur autre chose que la totalité du territoire correspondant à Israël et aux territoires occupés. Trois ans plus tard, l'OLP se prononçait pour un « mini-Etat » en Cisjordanie, présenté comme une étape transitoire vers une « Palestine démocratique et laïque ». En 1988, l'OLP acceptait explicitement l'existence



Reuters

Gaza : l'une des nombreuses maisons palestiniennes démolies par les forces d'occupation israéliennes en 2004.

serait maintenant *mieux* placée pour contrôler ce ghetto désolé. Après avoir cité une déclaration d'Olmert comme quoi le retrait « ne réduira pas la capacité de réaction des forces de sécurité israéliennes », le *New York Times* (11 août) ajoutait ce commentaire : « Sans les colons israéliens à Gaza, suggère [Olmert], l'armée pourra frapper encore plus durement. »

L'évacuation des colons de Gaza par Sharon, en application d'une politique proposée avant lui par le Parti travailliste, a été présentée comme un pas en avant pour les Palestiniens opprimés, et ce non seulement par les porte-parole impérialistes mais aussi par les apologistes de gauche de la soi-disant « résistance » palestinienne. Le Workers World Party (WWP), l'organisation pseudo-socialiste qui était l'initiatrice de la coalition antiguerre ANSWER, salue la « victoire de l'opiniâtre résistance palestinienne » pour « le fait qu'Israël est forcé de se retirer » (*Workers World*, 18 août). Le WWP s'enthousiasme : « Le climat de poursuite de la résistance à Gaza est visible sur les panneaux qui proclament : "Aujourd'hui Gaza, demain Jérusalem et la Cisjordanie" et "La résistance a gagné – continuons !" » Après avoir auparavant soutenu des variantes plus à gauche et laïques du nationalisme arabe, le WWP acclame maintenant une « résistance » dominée par les réactionnaires islamiques anti-femmes et antisémites du Hamas.

Journaux et télévisions ont montré des familles de colons en pleurs et des soldats israéliens rongés par le doute, juxtaposés à des scènes de Palestiniens exultant et brandissant des drapeaux. Les Palestiniens se réjouissent à n'en pas douter du départ de Gaza, après 38 ans, des colons détestés. Cependant, ils ne sont pas aussi euphoriques que ce que les médias capitalistes occidentaux (et les publications comme *Workers World*) laissent accroire. Un adolescent de 12 ans expliquait que son espoir pour l'avenir est de pouvoir « monter à l'étage » : l'armée israélienne occupe depuis cinq ans les deux derniers étages de sa maison. Une femme âgée déclarait, dans

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

de l'Etat sioniste, intrinsèquement exclusiviste, et en 1993 l'OLP et Israël signaient un accord négocié sous l'égide des Etats-Unis, les accords d'Oslo, dans lesquels l'OLP acceptait de faire régner l'ordre dans les territoires occupés pour le compte du pouvoir sioniste en échange de l'« autonomie » palestinienne.

Aujourd'hui le gouvernement d'Ariel Sharon, le boucher des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila en 1982 au Liban, estime que la meilleure manière de défendre les intérêts nationaux israéliens est de retirer environ 8 000 colons de la Bande de Gaza – une zone dont la superficie équivalait à peu près au quartier du Queens à New York – et quatre colonies de Cisjordanie. Pendant ce temps, beaucoup plus de colonies nouvelles sont construites en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, dévorant toujours plus de terres palestiniennes. Démontrant une fois de plus la banqueroute du nationalisme petit-bourgeois, l'Autorité palestinienne parle aujourd'hui de « construire notre pays » à Gaza : une minuscule parcelle de terre poussiéreuse où vont continuer à être confinés 1,3 million de Palestiniens réduits à la misère, encerclés et sous la botte de l'armée israélienne. Le vice-premier ministre de Sharon, Ehud Olmert, soulignait que l'armée israélienne

Suite page 23